ZURICH

Finances et sécurité

Etude sur le fairplay 2025

En collaboration avec SOTOMO

ZURICH

VITA

En Suisse, plus de 1,4 million de clientes et de clients font confiance aux produits et services de Zurich. Des particuliers, mais aussi des petites, moyennes et grandes entreprises et des institutions choisissent chaque jour nos produits d'assurance, de prévoyance et de placement. Dans le domaine de la prévoyance professionnelle, Zurich et les Fondations collectives Vita s'engagent pour plus de fairplay et offrent aux entreprises de toutes tailles une solution de caisse de pension moderne et parfaitement adaptée.

Editeur	Zurich Compagnie d'Assurances SA en collaboration avec Sotomo
Direction du projet	Karin Althaus, Claudia Keller Schläpfer, Zurich Compagnie d'Assurances SA
Textes de	Sarah Pannen, Simon Stückelberger, Virginia Wenger, Sotomo
Adresse de la rédaction	Zurich Compagnie d'Assurances SA, Hagenholzstrasse 60, 8050 Zurich
Réalisation graphique	Lithop Electronic Media AG, 8008 Zurich
Publication	Mai 2025

Sommaire

1 Introduction

1.1 A propos de cette étude 4
1.2 Résumé des principaux résultats 4

2 Sécurité financière

2.1 Qui se sent à l'abri? 7
2.2 Besoins personnels en matière de sécurité 10
2.3 Eléments constitutifs de la sécurité 13
2.4 Craintes et préoccupations 15

3 Argent et placements

3.1 Qui investit et comment? 22
3.2 Investissements durables et rendement 27
3.3 Les cryptomonnaies et le risque 31

4 Epargner pour la retraite

4.1 Attentes et opportunités manquées 35
4.2 Qui épargne et qui n'épargne pas? 37
4.3 Sécurité vs. flexibilité 42

5 Collecte des données et méthode

5.1 Collecte des données et contrôle par échantillonnage 45
5.2 Pondération représentative 45

6 Conclusion

Introduction

1.1 A propos de cette étude

En ces temps de hausse du coût de la vie, d'incertitudes géopolitiques et d'affaiblissement de la prévoyance vieillesse, la question se pose: A quel point se sent-on financièrement en sécurité en Suisse? Et que signifie aujourd'hui se sentir en sécurité ou en insécurité financièrement? La présente étude examine comment la population suisse perçoit sa sécurité financière, de quels revenus et de quelle épargne elle a besoin pour pouvoir dormir sur ses deux oreilles, et comment les incertitudes financières se répercutent sur le psychisme et les relations.

La manière dont l'épargne est investie joue un rôle important dans la sécurité financière. Avec des taux d'intérêt toujours bas, le compte bancaire est peu attractif. Comment les Suisses placent-ils leur argent? Qui investit, de quelle manière et dans quelle mesure? Quelle importance la population accorde-t-elle à la durabilité dans ses décisions d'investissement et quelle est sa position par rapport aux investissements dans les cryptomonnaies? Le chapitre deux aborde ces questions et fournit des réponses sur le comportement actuel de la population suisse en matière d'investissement.

La prévoyance vieillesse est un élément essentiel de la sécurité financière individuelle. Dans quelle mesure la population suisse se sent-elle à l'abri pour sa retraite et, avec le recul, qu'aurait-elle fait différemment pour sa prévoyance vieillesse? Face à la baisse des rentes dans la prévoyance professionnelle, la prévoyance privée prend de plus en plus d'importance. Qui épargne dans le pilier 3a, combien et pour quelles raisons? Le chapitre trois approfondit ces questions et montre quelles sont les stratégies et les formes de prévoyance qui ont le vent en poupe.

Pour l'enquête sur la sécurité financière, la Zurich Compagnie d'Assurances SA et les Fondations collectives Vita ont collaboré pour la cinquième fois avec l'institut de recherche Sotomo. Alors que les quatre premières éditions de la série d'études étaient intitulées «Le Fairplay dans la prévoyance professionnelle», la nouvelle édition met davantage l'accent sur le thème de la sécurité financière. Les résultats se basent sur une enquête en ligne auprès de plus de 1'700 personnes, réalisée en janvier 2025. Les résultats sont représentatifs de la population intégrée linguistiquement en Suisse alémanique et en Suisse romande.

1.2 Résumé des principaux résultats

Sentiment fondamental de sécurité financière

La grande majorité de la population suisse (77 pour cent) se sent elle-même suffisamment protégée financièrement, ce sentiment étant plus prononcé chez ceux qui ont un revenu, un niveau de formation et un âge plus élevés (fig. 1). De plus, il apparaît que les personnes qui se sentent à l'abri financièrement sont également plus optimistes quant à la situation financière de la population suisse (fig. 4). Au total, 80 pour cent de la population estime que l'on est en moyenne suffisamment bien protégé en Suisse (fig. 4).

Le revenu et la fortune font que l'on se sent en sécurité

En moyenne, une personne vivant en Suisse se sent déjà financièrement en sécurité (fig. 5) avec des économies de près de 20'000 francs (fig. 5) et un revenu net d'environ 4'000 francs (fig. 7). Alors que chez les personnes de moins de 36 ans, ce sentiment s'installe en moyenne à partir d'une épargne de 10'000 francs, les retraités ont besoin en moyenne de plus de 60'000 francs (fig. 6). Les personnes plus âgées, les hommes ou ceux qui ont un revenu plus élevé ont également besoin d'un «revenu de bien-être» plus élevé pour se sentir en sécurité. Pour neuf personnes interrogées sur

dix, un revenu régulier est le principal facteur de sécurité financière (fig. 9). Environ deux tiers de la population considèrent en outre l'absence de dettes et la possession d'un patrimoine personnel comme des éléments décisifs. En cas de difficultés financières, un environnement social stable peut être un soutien supplémentaire. Environ une personne sur deux déclare pouvoir emprunter 10'000 francs à son entourage personnel en cas d'urgence (fig. 10). La famille est ici le principal recours, mais pour beaucoup, les amis constituent également un filet de sécurité financier (fig. 12).

Soucis d'argent: les jeunes sont particulièrement touchés

Malgré le sentiment répandu de sécurité financière, la Suisse prospère n'est pas un pays d'insouciance financière. Plus de la moitié de la population pense au moins une fois par semaine à sa situation financière (fig. 15) et un tiers a eu des soucis financiers au cours des douze derniers mois (fig. 13). Ceux-ci se manifestent au quotidien surtout sous la forme de troubles du sommeil et d'angoisses (fig. 14). Les jeunes et les personnes à faible revenu sont particulièrement concernés, puisqu'ils sont plus nombreux à se soucier de leurs finances et qu'une personne sur deux fait état de soucis financiers au cours de l'année écoulée (fig. 13).

La santé, le plus grand risque

Le plus grand risque pour la sécurité financière de la population suisse est la santé: la maladie, les accidents (46 pour cent) et l'augmentation des primes de caisse maladie (42 pour cent) sont considérés comme la plus grande menace (fig. 16). En outre, la hausse des loyers, l'inflation et le chômage sont des sources de préoccupation financière. Pour beaucoup, la couverture de l'Etat n'offre qu'une sécurité limitée face à leurs soucis. 58 pour cent des personnes interrogées ont le sentiment de ne pas être suffisamment soutenues par l'Etat en cas de difficultés financières (fig. 17). L'argent est rarement une cause de dispute dans les couples: seules 10 pour cent des personnes interrogées déclarent se disputer régulièrement à ce sujet (fig. 18). Mais les soucis financiers augmentent le potentiel de conflit: deux tiers des personnes concernées par des problèmes d'argent rapportent avoir au moins occasionnellement des disputes à propos de l'argent (fig. 19).

Qui investit et combien?

44 pour cent de la population suisse investit dans des placements axés sur le rendement, les hommes (52 pour cent) étant plus nombreux à investir que les femmes (36 pour cent, fig. 21). En moyenne, un tiers de la fortune est investi dans des placements axés sur le rendement (fig. 22). Ceux qui renoncent à investir le font généralement en raison de connaissances insuffisantes (fig. 23), d'une aversion au risque ou d'une épargne trop faible (fig. 24). Alors que la majorité des investisseurs, et en particulier les plus âgés, continuent de miser sur le conseil bancaire traditionnel, les jeunes utilisent de plus en plus les prestataires en ligne pour placer leur argent (fig. 25). En revanche, les assurances ne sont utilisées comme placement financier que par une petite partie (6 pour cent) des investisseurs.

La durabilité plus importante que le rendement

En Suisse, on entend surtout par investissements durables le fait d'investir dans des entreprises durables et d'éviter les secteurs problématiques (fig. 26). Les aspects de la responsabilité sociale et les projets écologiques sont considérés comme particulièrement importants à cet égard (fig. 27). Près de la moitié des investisseurs s'informent sur la durabilité de leurs placements (fig. 28) et 57 pour cent sont prêts à renoncer à des rendements pour plus de durabilité – un quart même pour la moitié ou plus (fig. 29). La volonté d'investir dans le développement durable est particulièrement marquée chez les femmes, les personnes âgées et les électeurs de centre-gauche (fig. 30). Une nette majorité de la population suisse accorde de l'importance au fait que sa caisse de pension investisse de manière durable (fig. 31).

Les cryptomonnaies très appréciées des jeunes

En Suisse, deux fois plus de personnes investissent dans des placements axés sur le rendement (44 pour cent, fig. 20) que dans des cryptomonnaies (18 pour cent, fig. 32). Les moins de 35 ans investissent dans les cryptomonnaies aussi souvent que dans des placements financiers classiques; parmi les hommes de moins de 35 ans, c'est même près d'un sur deux qui fait des investissements dans les cryptomonnaies (fig. 33). Les principaux arguments avancés par la popu-

lation contre les crypto-investissements sont avant tout le risque élevé (49 pour cent) et le manque de connaissances (55 pour cent, fig. 35). Pour 89 pour cent, investir dans les cryptomonnaies est (plutôt) comme un jeu de hasard (fig. 36). Il est intéressant de noter que même parmi les crypto-investisseurs, trois personnes interrogées sur quatre considèrent les crypto-investissements comme un jeu de hasard. Plus de la moitié de la population considère également que les placements axés sur le rendement comportent une certaine composante de jeu de hasard. S'agissant de la perception générale de ses décisions financières des dix dernières années, la moitié de la population en est satisfaite; ceux qui regrettent le font plutôt en raison d'investissements trop prudents (37 pour cent) que trop risqués (12 pour cent, fig. 37).

Regrets et bonnes perspectives pour les décisions de prévoyance

La moitié des personnes interrogées estiment qu'elles pourront maintenir leur niveau de vie à la retraite, mais ce chiffre varie fortement d'un groupe à l'autre (fig. 38). Les hommes et les personnes disposant d'un revenu élevé sont particulièrement confiants en l'avenir. Rétrospectivement, près de la moitié des retraités regrettent les décisions qu'ils ont prises en matière de prévoyance (fig. 39). Un tiers d'entre eux regrettent de ne pas avoir cotisé plus tôt ou davantage au pilier 3a.

Ceux qui le peuvent épargnent

L'année dernière, 60 pour cent de la population active a versé des fonds dans le pilier 3a, environ un tiers a versé le montant maximal (fig. 41). Les versements importants sont particulièrement fréquents chez les personnes d'un certain âge et les plus aisées. Il n'est donc pas surprenant que les avantages fiscaux, en plus de la garantie de la prévoyance vieillesse, constituent un motif important pour s'occuper de la prévoyance privée (fig. 43). Parallèlement, un cinquième de la population active ne se préoccupe pas du tout de la prévoyance vieillesse privée. Deux tiers des personnes qui n'ont pas cotisé au pilier 3a invoquent comme raison le manque de budget (fig. 42). Actuellement, une personne active sur dix utilise un plan d'épargne au choix de la caisse de pension proposé par son employeur, tandis que 36 pour cent montrent un intérêt de principe pour ce type de plan (fig. 45).

Une rente au lieu d'un capital: système de capitalisation plutôt que de répartition

Une grande partie des personnes interrogées préfèrent une rente mensuelle à vie (43 pour cent), suivie d'une forme mixte de capital et de rente (25 pour cent, fig. 47). Seuls 20 pour cent opteraient plus volontiers pour un versement unique en capital. Pour ceux qui préfèrent une rente, ce sont surtout le revenu régulier (67 pour cent) et la sécurité d'une rente à vie (57 pour cent) qui sont déterminants (fig. 48). Les principales raisons en faveur du versement en capital sont la libre disposition du capital (49 pour cent), la possibilité de déterminer soi-même la stratégie de placement (36 pour cent) et le besoin de pouvoir léguer son épargne (31 pour cent, fig. 49). En ce qui concerne l'avenir du financement des retraites, on constate une préférence pour une pondération plus importante du système de capitalisation (36 pour cent, fig. 50) par rapport au renforcement du système de répartition (AVS) (21 pour cent).

Sécurité financière

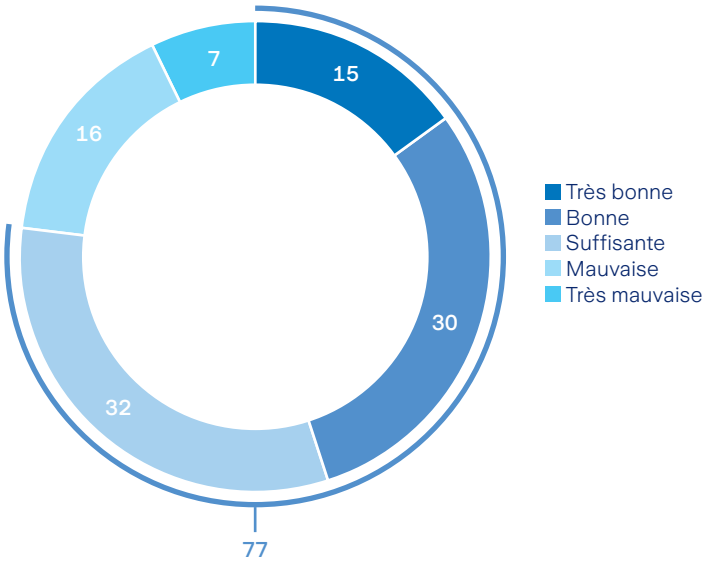
La question de la sécurité financière gagne en importance en période d'augmentation du coût de la vie et d'incertitudes géopolitiques. Dans quelle mesure se sent-on financièrement en sécurité en Suisse? Et un revenu solide suffit-il pour se sentir en sécurité? Dans quelle mesure les soucis d'argent sont-ils présents et quelles en sont les conséquences? Ce chapitre met en lumière ce qui caractérise le sentiment de sécurité de la population suisse et les risques qui le menacent.

2.1 Qui se sent à l'abri?

La Suisse est l'un des pays les plus prospères du monde. Pourtant, tous ne se sentent pas financièrement protégés. 77 pour cent des personnes interrogées estiment que leur situation financière actuelle est très bonne, bonne ou suffisante, ce qui indique un état d'esprit fondamentalement positif. Néanmoins, près d'un quart estiment que leur propre situation financière est insuffisante (fig. 1). L'auto-évaluation de la sécurité financière ne reflète pas seulement la prospérité actuelle, mais aussi la crainte de difficultés financières inattendues. En particulier dans un contexte d'augmentation du coût de la vie et de perspectives d'avenir incertaines, il devient évident que la sécurité financière ne se résume pas à des chiffres sur un compte.

Auto-évaluation de la sécurité financière (fig. 1)

«Comment décririez-vous votre sécurité financière actuelle?»

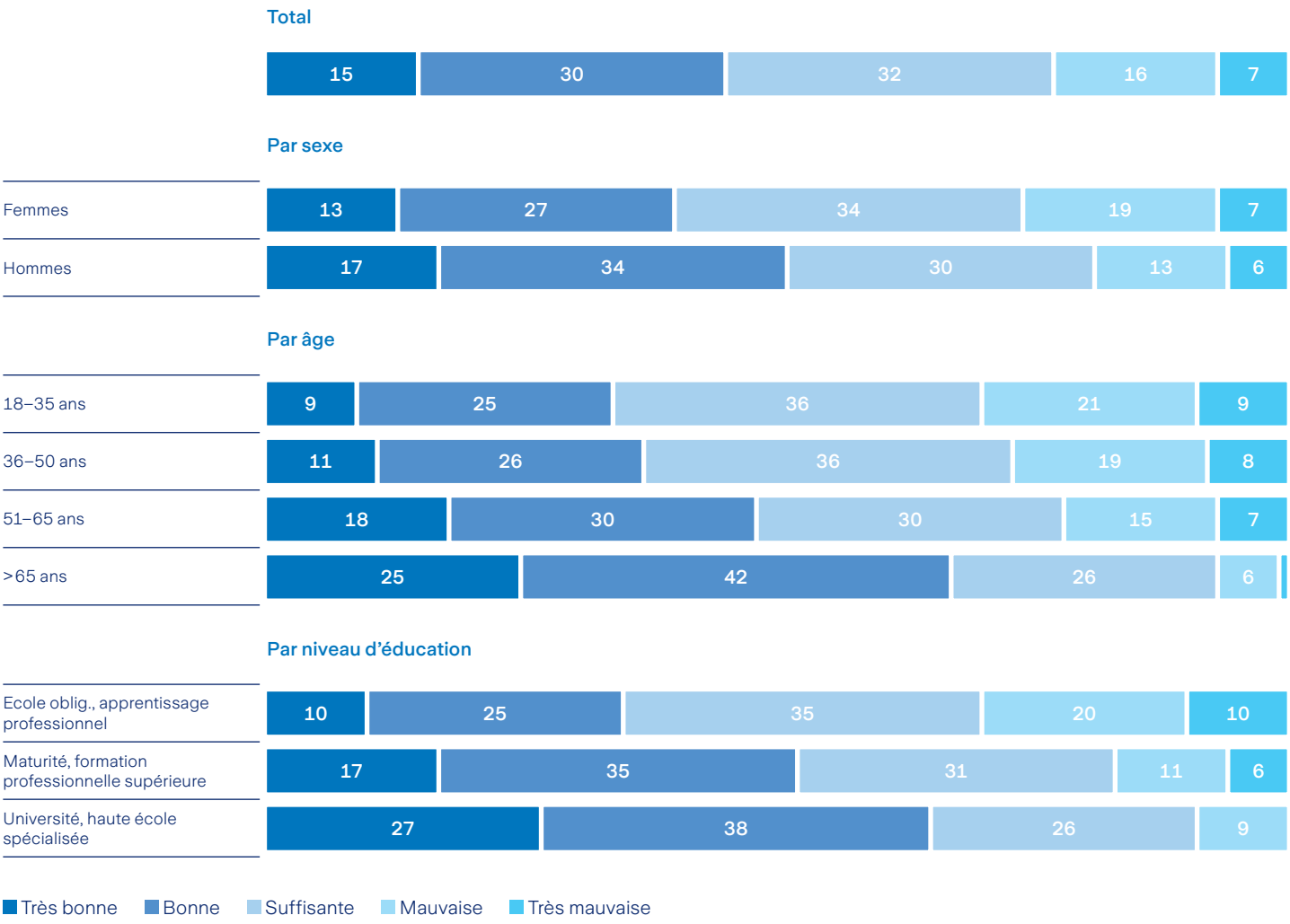


La perception de la sécurité financière varie nettement au sein de la population, notamment entre les groupes d'âge (fig. 2). 93 pour cent des personnes de plus de 65 ans estiment que leur propre sécurité financière est au moins suffisante, 25 pour cent la décrivent même comme très bonne. En revanche, seuls 70 pour cent des 18–35 ans déclarent être suffisamment à l'abri. La sécurité financière augmente avec l'âge, un signe que le revenu et l'épargne augmentent avec les années, tandis que l'insécurité diminue. Le niveau d'éducation joue également un rôle: les personnes ayant un niveau d'éducation élevé ont tendance à se sentir plus à l'abri, probablement en raison de revenus plus élevés et d'une meilleure prévoyance.

Il existe également des différences entre les sexes dans la perception de la sécurité financière. Les hommes ont tendance à évaluer leur situation financière de manière plus positive que les femmes. 81 pour cent des hommes interrogés estiment que leur situation est au moins suffisante, contre 74 pour cent des femmes. Cette différence reflète probablement des différences réelles en termes de revenu moyen et de prévoyance.

Auto-évaluation de la sécurité financière selon la sociodémographie (fig. 2)

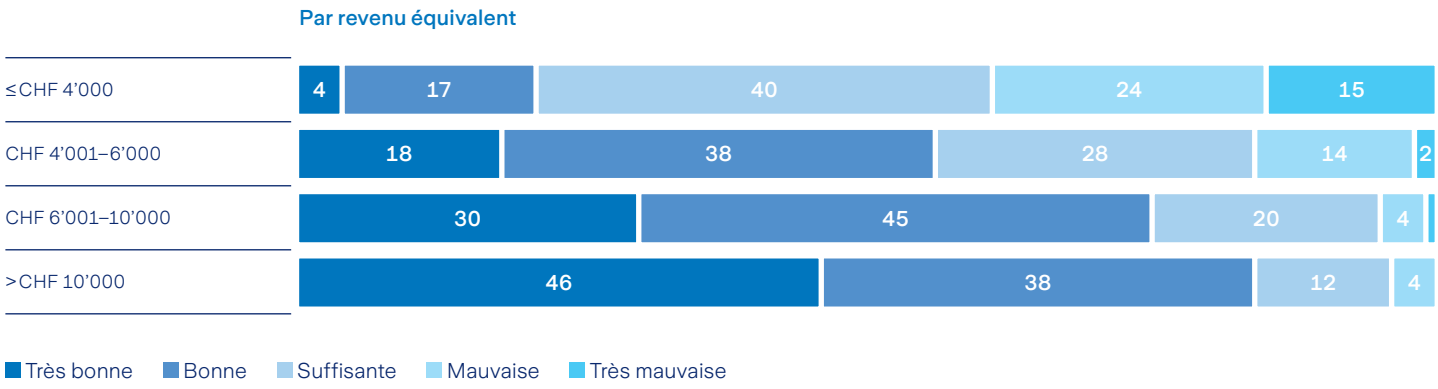
«Comment décririez-vous votre sécurité financière actuelle?»



Toutefois, c'est le revenu qui a la plus grande influence sur le sentiment de sécurité financière (fig. 3). Les personnes dont le revenu équivalent[1] mensuel est supérieur à 10'000 francs ne sont que 4 pour cent à estimer que leur situation est mauvaise ou très mauvaise, alors que ce pourcentage atteint 39 pour cent pour les personnes dont le revenu équivalent est inférieur à 4'000 francs. En plus d'augmenter le niveau de vie, un revenu plus élevé renforce donc également le sentiment subjectif de sécurité. Cela montre à quel point un revenu suffisant est important comme réserve de sécurité: les personnes qui ont une meilleure situation financière pourront plus facilement recourir à un fonds d'urgence.

Auto-évaluation de la sécurité financière selon les revenus (fig. 3)

«Comment décririez-vous votre sécurité financière actuelle?»

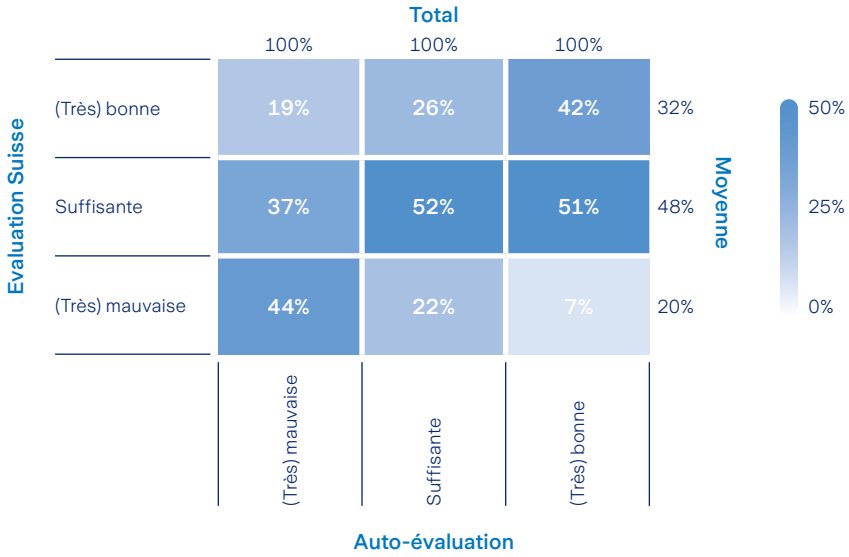


En plus de l'auto-évaluation, il est également intéressant de connaître la perception externe des personnes interrogées: au total, 80 pour cent des personnes interrogées considèrent que la sécurité financière moyenne de la population suisse est au moins suffisante: 48 pour cent la jugent suffisante, 32 pour cent bonne ou très bonne (fig. 4). La propre situation financière influence considérablement cette estimation. Alors que seulement 7 pour cent de ceux qui estiment que leur propre situation financière est bonne considèrent que la sécurité financière de la population suisse est mauvaise, ce chiffre atteint 44 pour cent parmi les personnes qui ont une auto-évaluation négative. Cela montre que la situation financière individuelle influence de manière significative la perception de la sécurité financière de l'ensemble de la population.

Sécurité financière: relation entre auto-évaluation et évaluation extérieure (fig. 4)

«Comment décririez-vous votre sécurité financière actuelle?», «Comment évalueriez-vous en moyenne la sécurité financière de la population suisse?»

Exemple de lecture: 44 pour cent des personnes qui estiment que leur propre sécurité financière est mauvaise ou très mauvaise estiment que la sécurité financière moyenne de la population suisse est mauvaise ou très mauvaise.



[1] Le revenu équivalent est calculé en divisant le revenu net d'un ménage par le nombre de personnes qui y vivent. Comme les adultes et les enfants n'ont pas les mêmes dépenses, un facteur en tient compte. Il est ainsi plus facile de comparer des ménages de tailles différentes.

2.2 Besoins personnels en matière de sécurité

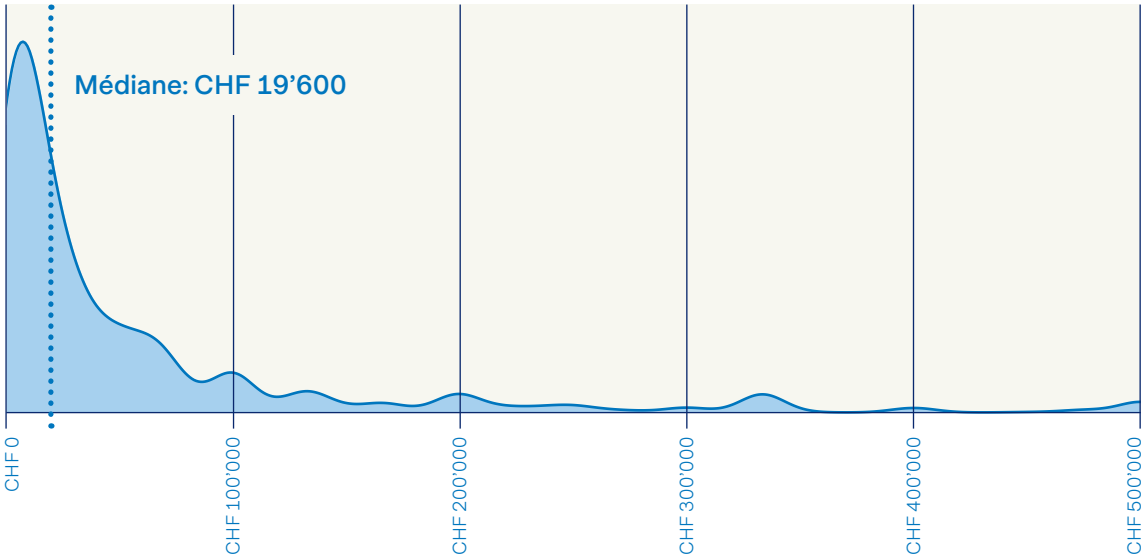
Que signifie la sécurité financière pour les personnes vivant en Suisse? Cette question est aussi individuelle que les personnes elles-mêmes. Pour les uns, il s'agit d'un compte d'épargne bien garni, pour les autres, d'un revenu sûr. L'étude montre que si certains dorment sur leurs deux oreilles avec peu d'économies, d'autres ont besoin d'une fortune considérable pour se sentir à l'abri financièrement. Une chose est cependant claire: plus le revenu et le patrimoine réels sont élevés, moins les gens s'inquiètent de leur avenir financier.

Un coup d'œil sur les chiffres montre qu'une personne moyenne en Suisse se sent en sécurité financière à partir de 19'600 francs de fortune équivalente[2]. Cette valeur, la médiane[3], ne révèle cependant qu'une partie de la réalité. La figure 5 montre que beaucoup de personnes sont déjà détendues avec une réserve relativement modeste, tandis que d'autres ne se sentent sereines qu'avec des montants à six chiffres.

Avec un salaire médian suisse de 6'788 francs bruts et un revenu net estimé à environ 5'000 francs après déduction fiscale, cela signifie que de nombreuses personnes se sentent déjà financièrement à l'abri avec une épargne équivalente à environ quatre mois de salaire. Ce chiffre est étonnamment bas, surtout si l'on considère le coût élevé de la vie en Suisse. En même temps, il y a des valeurs extrêmes vers le haut: certains ne fixent leur seuil de sécurité qu'à des centaines de milliers de francs. Cela montre à quel point la perception de la sécurité varie en fonction du revenu, du style de vie et de la propension personnelle au risque.

Seuil de richesse pour la sécurité financière (fig. 5)

«Pour vous sentir en sécurité financièrement, de combien d'épargne avez-vous besoin pour votre ménage dans votre phase de vie actuelle?» – la fortune équivalente est indiquée



[2] La fortune équivalente se calcule en divisant la fortune d'un ménage par le nombre de personnes qui y vivent. Comme les adultes et les enfants n'ont pas les mêmes dépenses, un facteur en tient compte. Il est ainsi plus facile de comparer des ménages de tailles différentes.

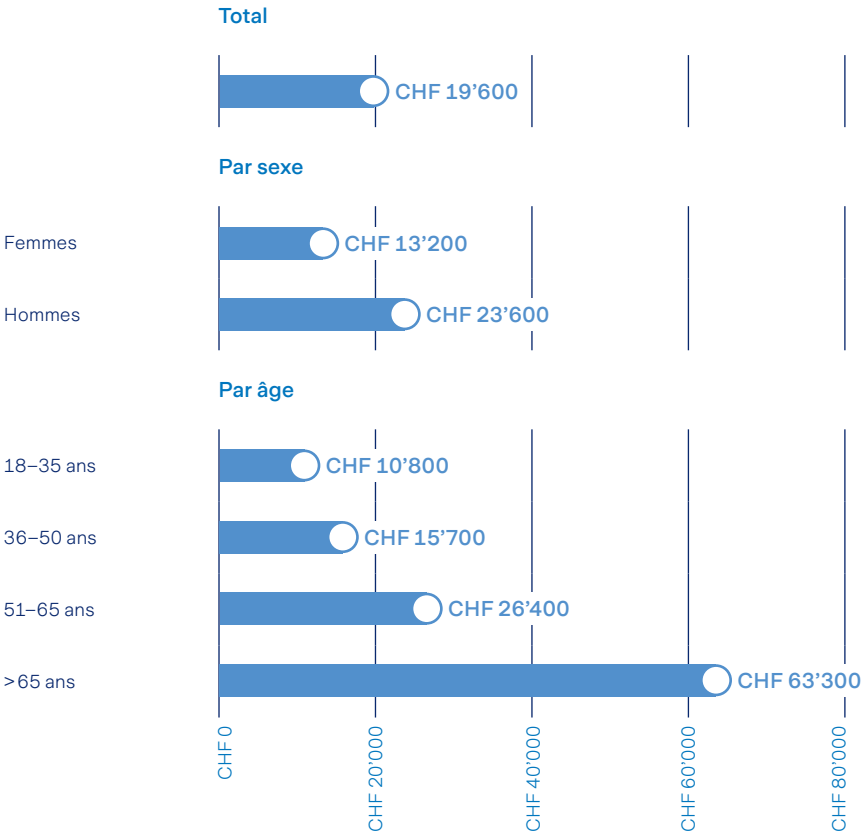
[3] La médiane est la valeur qui se situe exactement au milieu de toutes les réponses: la moitié des personnes interrogées mentionnent un montant plus élevé, l'autre un montant plus faible. La médiane est moins influencée par les valeurs extrêmement élevées ou basses que la moyenne.

Les femmes se contentent par exemple en moyenne de 13’200 francs, alors que les hommes ne se sentent en sécurité qu’à partir de 23’600 francs (fig. 6). La différence est encore plus marquée si l’on considère les groupes d’âge: alors que les 18–35 ans ont déjà un sentiment de sécurité avec 10’800 francs, les 51–65 ans ont besoin de 26’400 francs. Chez les retraités, cette valeur passe à 63’300 francs, soit presque six fois plus que dans le groupe d’âge le plus jeune. Ces différences ne sont pas le fruit du hasard. Les plus jeunes ont encore de nombreuses années d’activité devant eux, pendant lesquelles ils peuvent constituer des réserves financières. Les retraités, en revanche, vivent de leurs économies et ont donc besoin d’un patrimoine nettement plus important.

Si le patrimoine est un facteur central de la sécurité financière, le revenu courant joue également un rôle décisif. La valeur médiane montre que la plupart des personnes interrogées se sentent financièrement à l’abri à partir d’un revenu net équivalent de 4’100 francs par mois. La figure 7 montre en outre que la plupart des réponses se situent en dessous de 10’000 francs, alors que seul un petit nombre indique des montants nettement plus élevés comme seuil de sécurité personnel.

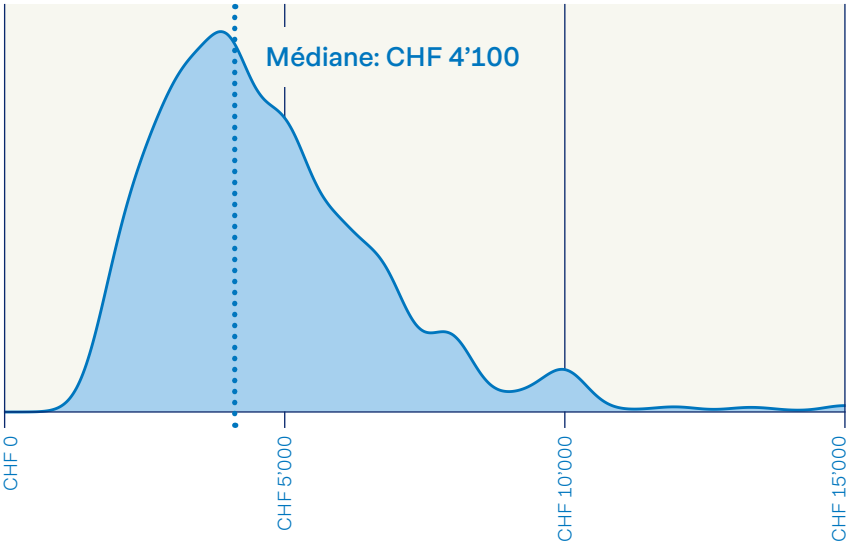
Seuil de richesse pour la sécurité financière (fig. 6)

«Pour vous sentir en sécurité financièrement, de combien d’épargne avez-vous besoin pour votre ménage dans votre phase de vie actuelle?» – la médiane de la fortune équivalente est indiquée



Seuil de revenu pour la sécurité financière (fig. 7)

«Pour vous sentir en sécurité financièrement, de quel revenu mensuel (net) avez-vous besoin pour votre ménage à l’étape actuelle de votre vie?» – le revenu équivalent est indiqué

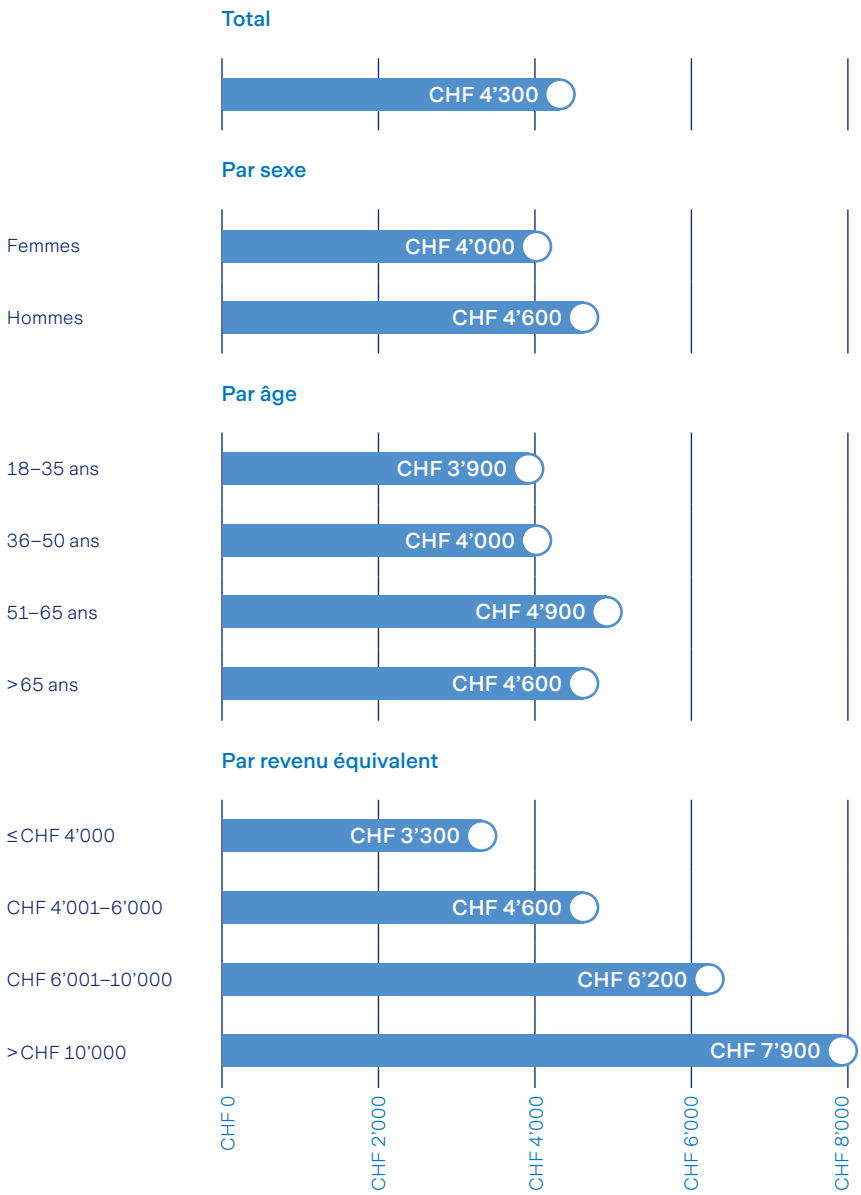


Là encore, des différences apparaissent entre les sexes: les femmes citent une valeur seuil de 4’000 francs, tandis que les hommes indiquent au moins 4’500 francs (fig. 8). L’influence de l’âge est ici nettement moins importante que pour la fortune. La dynamique entre le revenu réel et le sentiment de sécurité est particulièrement intéressante. Les personnes disposant d’un revenu plus élevé fixent leur seuil de sécurité personnel à un niveau plus élevé: celles qui gagnent plus s’habituent à des dépenses plus élevées et à un niveau de vie plus élevé et ont par conséquent un «revenu de bien-être» plus élevé. Malgré cela, le besoin de revenu pour avoir un sentiment de sécurité n’augmente pas autant que le revenu et ainsi, pour les revenus supérieurs à 10’000 francs, le revenu réel est nettement supérieur au montant de 7’900 francs ressenti comme nécessaire. Cet écart montre que des revenus plus élevés offrent non seulement une plus grande marge de manœuvre financière, mais créent également une marge significative au-dessus du seuil de sécurité. Il en ressort en même temps une réalité inquiétante: les personnes dont le revenu est inférieur à 4’000 francs n’atteignent que de justesse, voire pas du tout, un revenu qui leur permet d’avoir une sécurité financière. La sécurité financière reste donc souvent une vision inaccessible pour les personnes économiquement faibles.

La recherche de sécurité financière reste ainsi une affaire hautement subjective. Alors que pour certains, un revenu modéré ou une certaine épargne suffisent, d’autres ont besoin de bien plus pour se sentir à l’abri. Le revenu, la fortune et les attentes financières déterminent le sentiment de sécurité, et ce sentiment évolue avec l’âge, la situation de vie et les expériences individuelles.

Seuil de revenu pour la sécurité financière selon la sociodémographie (fig. 8)

«Pour vous sentir en sécurité financièrement, de combien d’épargne avez-vous besoin pour votre ménage dans votre phase de vie actuelle?» – la médiane du revenu équivalent est affichée



2.3 Eléments constitutifs de la sécurité

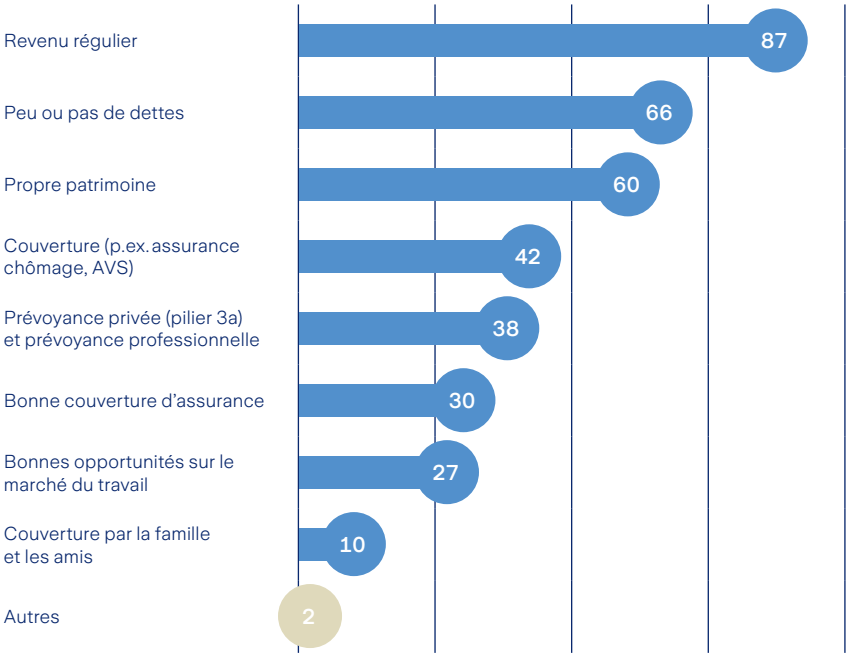
L'étude montre qu'il existe trois piliers principaux sur lesquels repose la sécurité financière (fig. 9): un revenu régulier (87 pour cent), l'absence de dettes (66 pour cent) et le patrimoine (60 pour cent). Pour la plupart des personnes interrogées, ces facteurs arrivent en tête lorsqu'il s'agit de se sentir en sécurité. Parallèlement, les protections publiques telles que l'AVS ou l'assurance chômage (42 pour cent) ainsi que la prévoyance privée et professionnelle (38 pour cent) jouent également un rôle important pour les personnes interrogées. Un revenu stable constitue le fondement de la sécurité financière: sans revenus réguliers, il n'existe pas de base permettant d'éviter les dettes et de constituer un patrimoine.

Les personnes interrogées ne doivent pas toutes compter uniquement sur leur propre réserve financière. 47 pour cent de la population suisse indiquent qu'en cas d'urgence, elle pourrait emprunter 10'000 francs à une personne de leur entourage, tandis que 39 pour cent affirment ne pas avoir cette possibilité (fig. 10).

La possibilité de pouvoir compter sur un soutien financier de son propre entourage en cas d'urgence est influencée par le sexe, le propre niveau d'éducation et l'âge. Les hommes, les personnes âgées et les personnes plus instruites ont un peu plus souvent accès à de tels réseaux financiers.

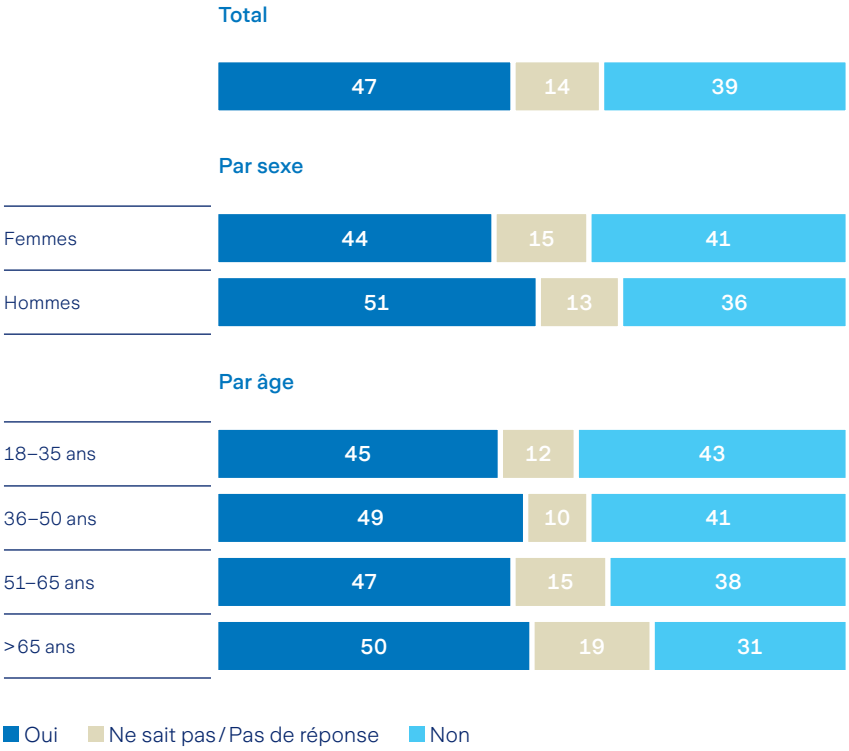
Facteurs de sécurité financière (fig. 9)

«Parmi les facteurs suivants, lesquels sont les plus importants pour votre sentiment personnel de sécurité financière?»



Prêt d'argent par l'entourage selon la démographie (fig. 10)

«Avez-vous quelqu'un dans votre entourage (en dehors de votre partenaire) qui vous prêterait de l'argent à hauteur de 10'000 francs?»



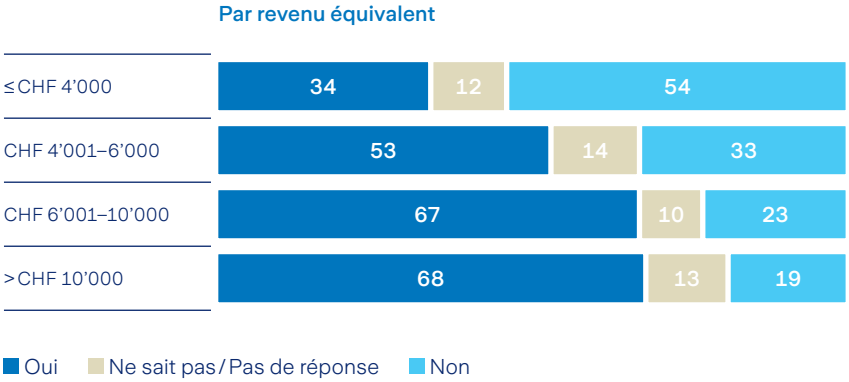
De même, tous les groupes de revenus n'ont pas le même accès à un soutien financier (fig. 11): plus le revenu est élevé, plus il est probable que quelqu'un puisse prêter de l'argent en cas d'urgence. En particulier, dans la catégorie de revenus la plus élevée (plus de 10'000 francs par mois), 68 pour cent des personnes interrogées déclarent pouvoir recourir à une telle aide, contre 34 pour cent seulement pour les personnes dont le revenu est inférieur à 4'000 francs. Ces chiffres montrent que la sécurité financière est souvent liée à la situation économique de la personne. Celui qui dispose lui-même de plus de moyens a souvent un entourage plus stable avec plus de ressources financières.

La figure 12 montre d'où proviendrait ce soutien financier. La famille est le principal soutien financier. Pour la moitié des personnes interrogées, les parents sont le premier recours lorsqu'il s'agit de sommes d'argent importantes. Il est intéressant de noter que les amis (37 pour cent) sont une option pour presque autant de personnes interrogées que les frères et sœurs (38 pour cent). En revanche, les enfants ne jouent qu'un rôle secondaire.

La sécurité financière n'est donc pas seulement une question personnelle, mais aussi une question sociale. Ceux qui ont un environnement stable peuvent compter sur un soutien en temps de crise, ceux qui n'ont pas cette possibilité restent davantage livrés à eux-mêmes.

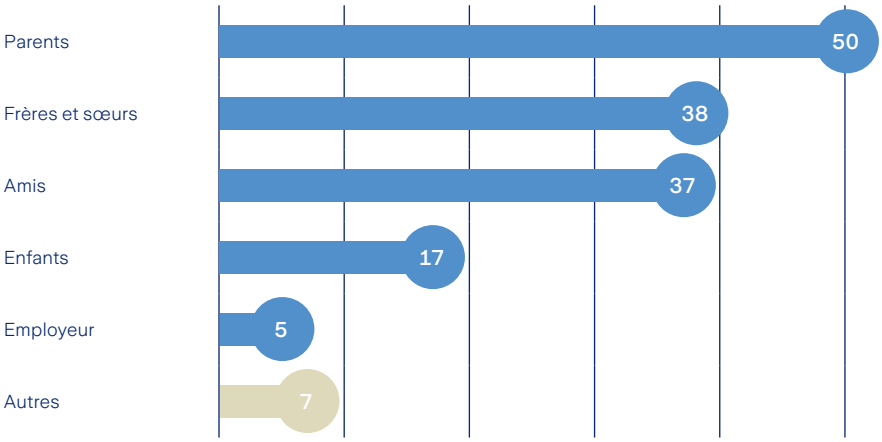
Prêt d'argent par l'entourage selon le revenu (fig. 11)

«Avez-vous quelqu'un dans votre entourage (en dehors de votre partenaire) qui vous prêterait de l'argent à hauteur de 10'000 francs?»



Source de financement privée (fig. 12)

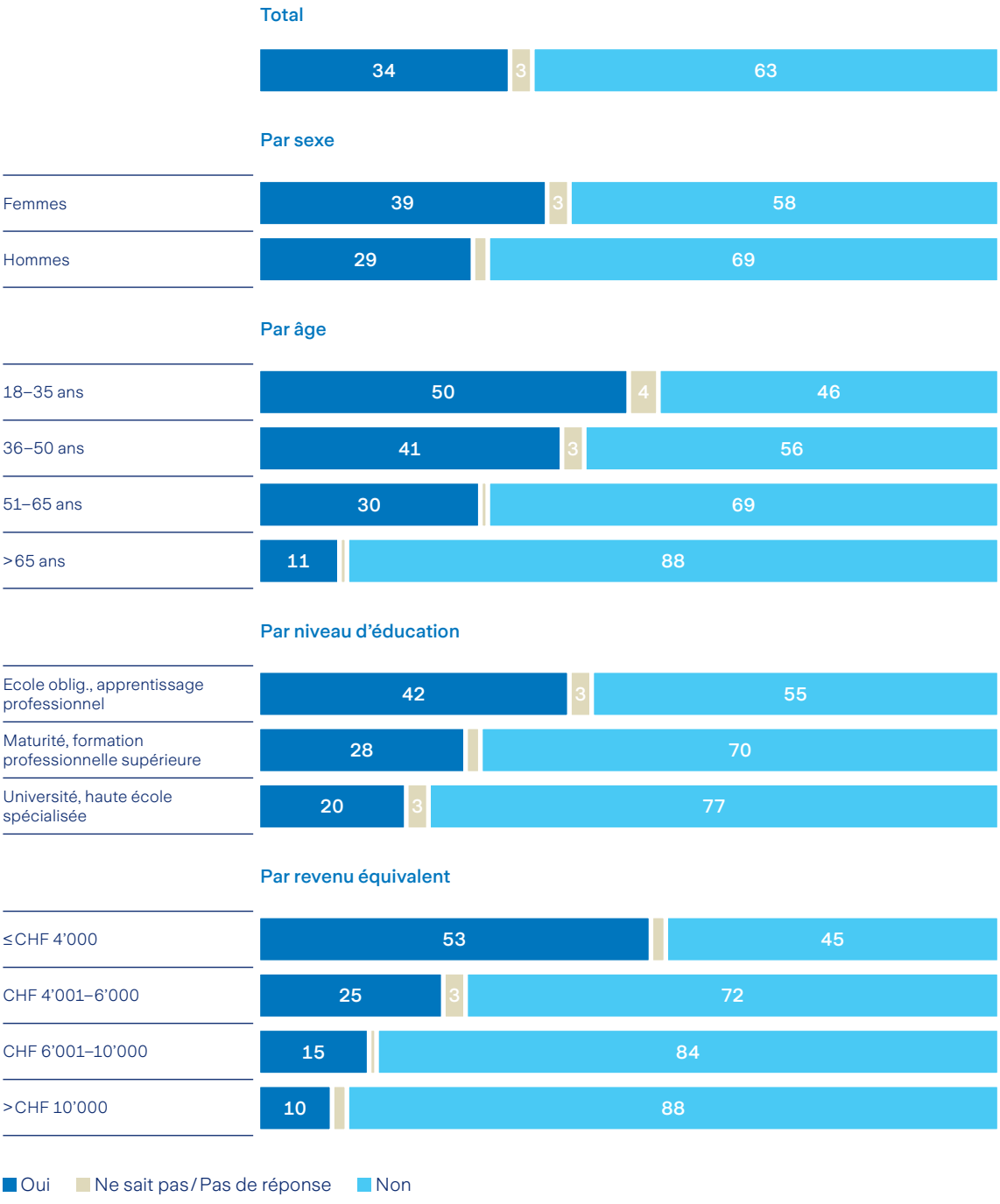
«Avez-vous quelqu'un dans votre entourage (en dehors de votre partenaire) qui vous prêterait de l'argent à hauteur de 10'000 francs?» Réponse: «Oui»; «A qui pourriez-vous emprunter une telle somme à titre privé?»



2.4 Craintes et préoccupations

Bien que la grande majorité de la population suisse (77 pour cent) se sente au moins suffisamment à l'aise financièrement, cela ne signifie pas qu'elle ne connaît pas de soucis d'argent. Un tiers de la population déclare avoir eu des soucis financiers au cours des douze derniers mois (fig. 13). Les jeunes et les personnes à faible revenu sont particulièrement touchés. Chez les moins de 35 ans, la moitié d'entre eux font état de soucis financiers. Les personnes dont le revenu est inférieur à 4'000 francs suisses sont 53 pour cent à déclarer avoir eu des soucis d'argent au cours de l'année écoulée. On constate également une nette différence entre les sexes: 39 pour cent des femmes font état de soucis d'argent, contre seulement 29 pour cent des hommes.

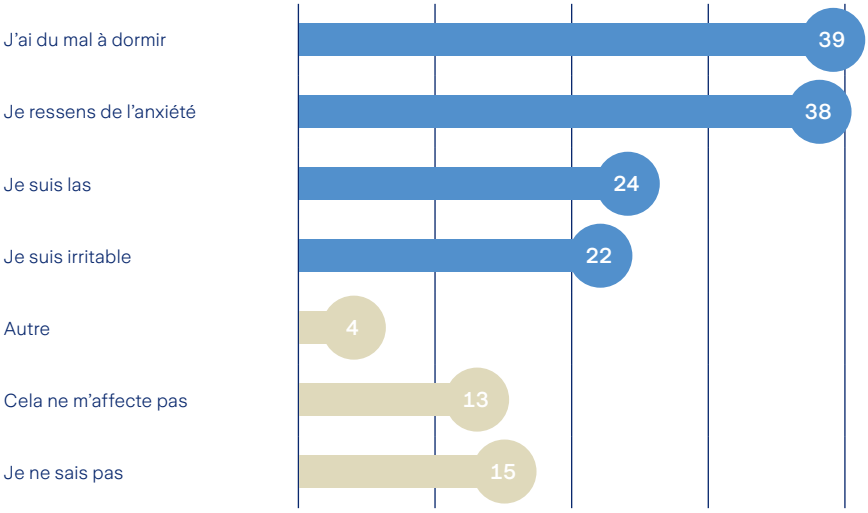
Soucis d'argent au cours de l'année dernière (fig. 13)
«Avez-vous eu des soucis d'argent au cours de l'année écoulée?»



Ces inquiétudes ne restent pas sans conséquences (fig. 14). 39 pour cent des personnes concernées dorment moins bien, 38 pour cent se sentent anxieuses et un quart lutte contre l'abattement ou l'irritabilité. Une telle pression peut créer un cercle vicieux dans lequel l'insécurité financière entraîne du stress et des problèmes de santé qui, à leur tour, affectent la capacité de travail. Les conséquences à long terme d'une telle pression sont graves, car elles peuvent fortement limiter non seulement la qualité de vie, mais aussi la participation économique et sociale.

Effets des soucis d'argent (fig. 14)

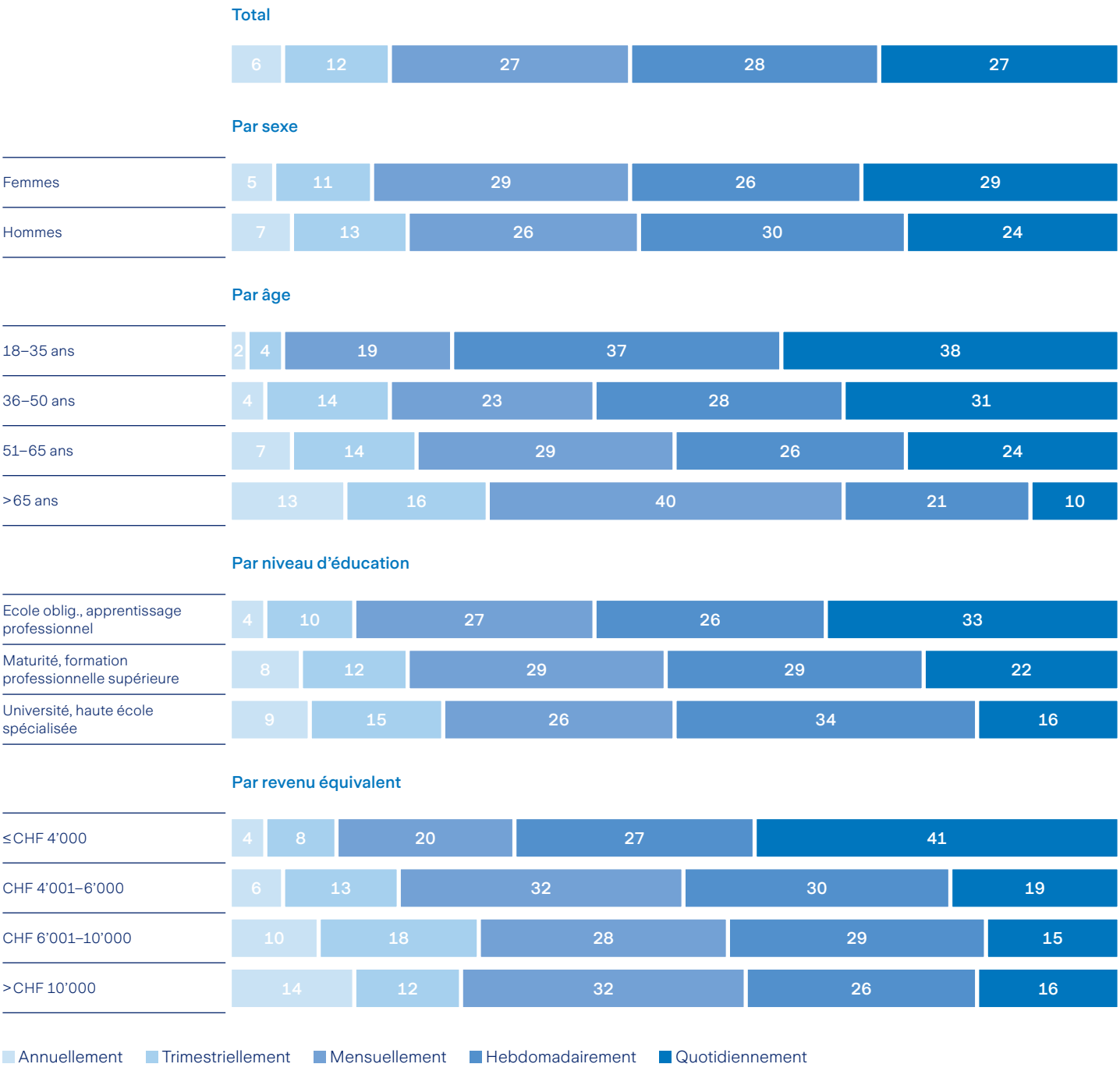
«Si vous avez des soucis d'argent, comment cela se manifeste-t-il?»



Mais les soucis d'argent ne sont pas seulement synonymes de stress aigu, ils influencent aussi la vie quotidienne. Plus de la moitié de la population réfléchit au moins une fois par semaine à sa situation financière (fig. 15). Les jeunes et les personnes à faible revenu sont particulièrement concernés, puisqu'ils sont deux fois plus nombreux à réfléchir quotidiennement à leur situation financière que les personnes à revenu plus élevé.

Fréquence des pensées sur la situation financière (fig. 15)

«A quelle fréquence réfléchissez-vous à votre situation financière globale?»

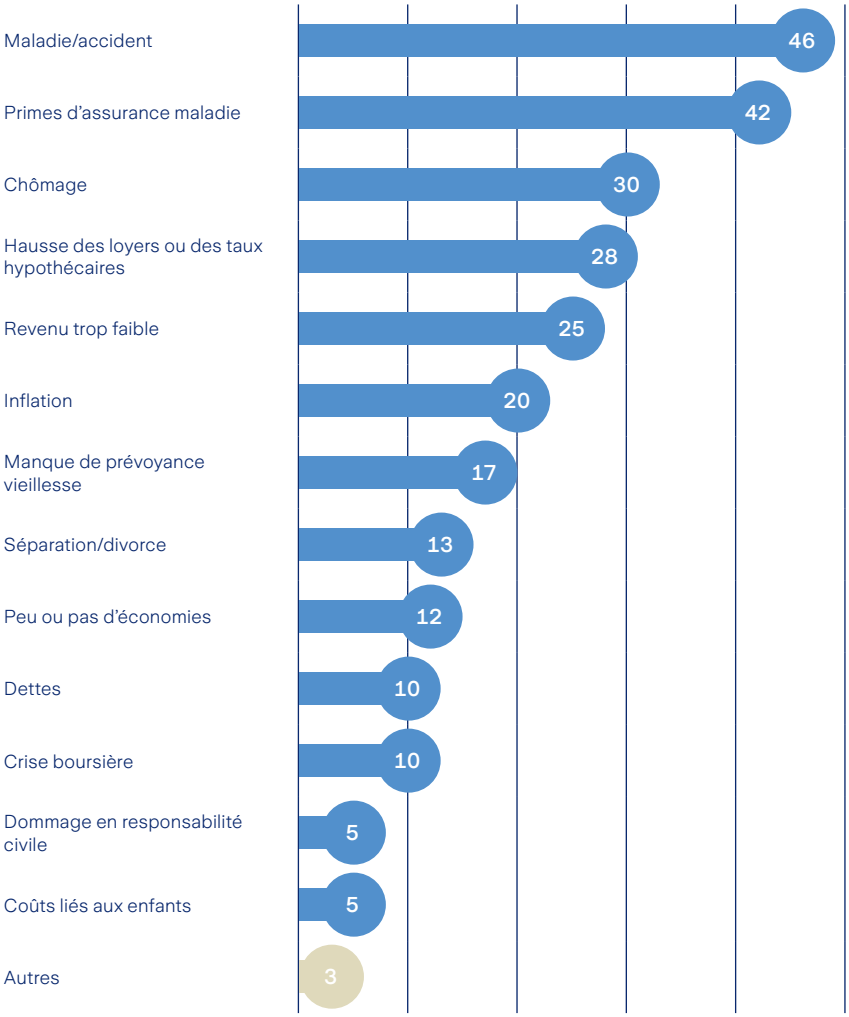


De quoi les gens en Suisse ont-ils le plus peur en ce qui concerne leur sécurité financière? Les coûts de la santé sont en tête de liste (fig. 16). 46 pour cent des personnes interrogées citent les problèmes de santé comme le plus grand danger pour leur sécurité financière, suivi de près par l'augmentation des coûts de l'assurance maladie (42 pour cent).

Mais les évolutions macroéconomiques sont également source d'inquiétude. La hausse des loyers, l'inflation et le chômage font partie des plus grandes craintes financières de la population suisse. Ces évolutions touchent particulièrement les personnes aux revenus les plus faibles, car elles ont moins de marge de manœuvre financière pour amortir l'augmentation des coûts.

Principales menaces financières (fig. 16)

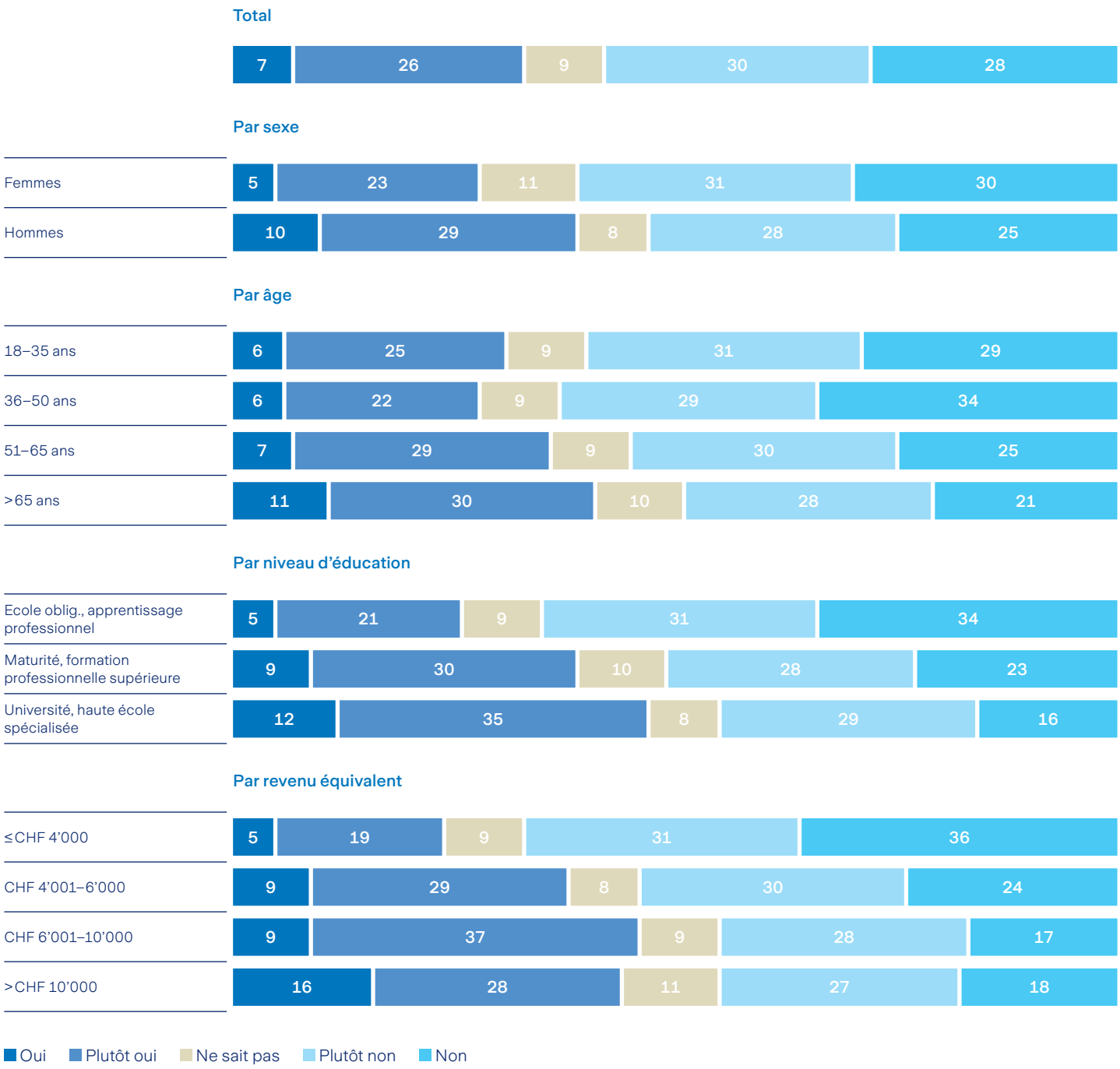
«Quels sont les risques que vous considérez comme les plus grandes menaces pour votre sécurité financière?»



Pour beaucoup, la protection offerte par l'Etat n'apaise que de manière limitée les craintes mentionnées. 58 pour cent de la population ont le sentiment de ne pas être suffisamment protégés par l'Etat en cas de difficultés financières. Les personnes à bas revenus sont particulièrement concernées: 67 pour cent d'entre elles ne se sentent pas suffisamment protégées par l'Etat (fig. 17). Alors que le système suisse des assurances sociales est considéré comme stable dans de nombreux domaines, une partie considérable de la population considère qu'il n'offre pas une couverture suffisante.

Protection de l'Etat en cas de difficultés financières (fig. 17)

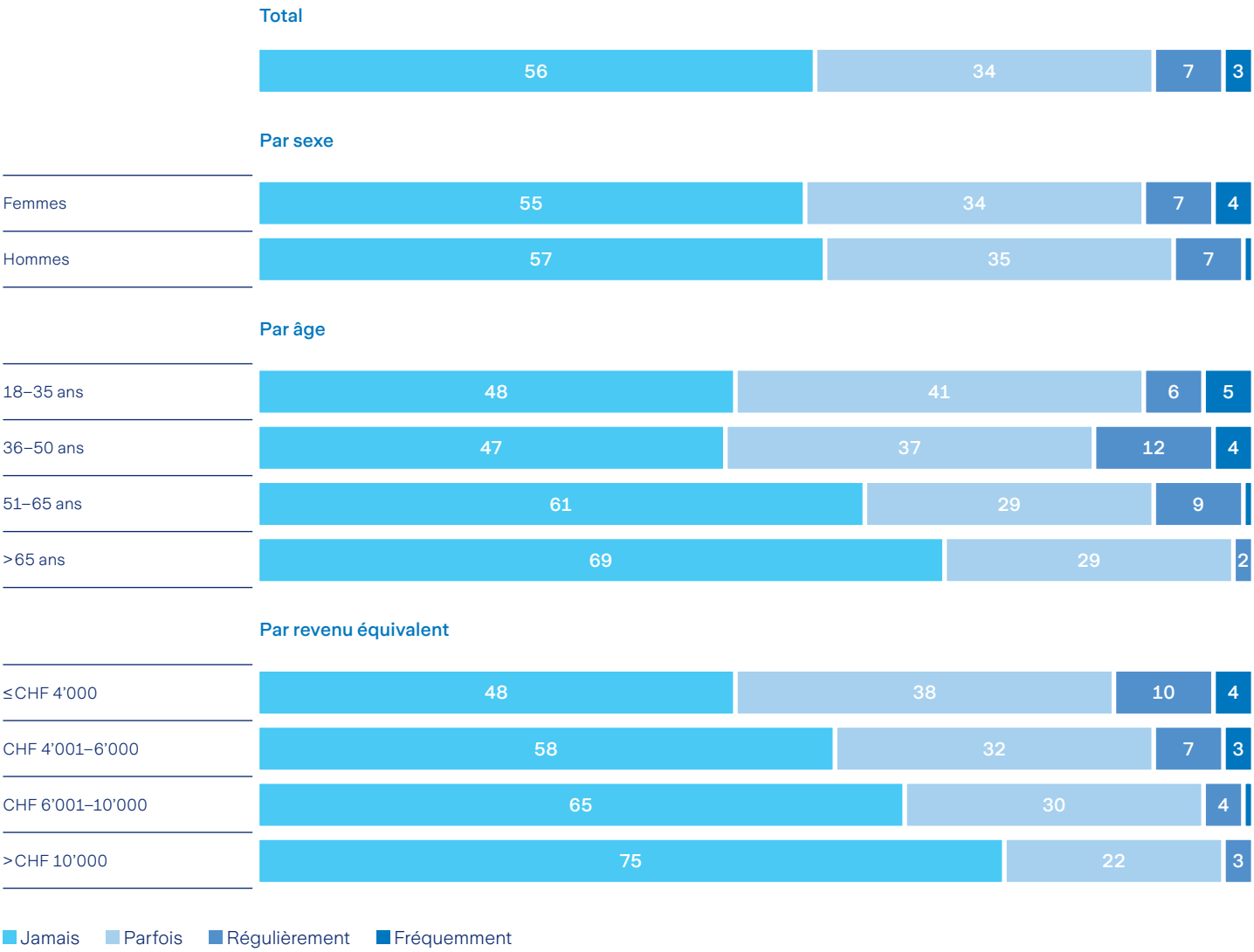
«En cas de difficultés financières, vous sentez-vous suffisamment protégé par l'Etat?»



Bien que l'argent soit un sujet sensible pour beaucoup, il semble rarement être à l'origine de disputes dans la plupart des relations. Seuls 10 pour cent des personnes interrogées déclarent se disputer souvent ou régulièrement avec leur partenaire à propos de l'argent, tandis que plus de la moitié affirme que cela n'arrive jamais (fig. 18). On note que les conflits financiers deviennent plus rares à mesure que le revenu augmente. Les couples plus âgés sont également moins susceptibles de se disputer à propos de l'argent que les couples plus jeunes, ce qui suggère que la stabilité financière et l'expérience commune de la gestion de l'argent peuvent réduire les tensions.

Conflit d'argent avec le partenaire (fig. 18)

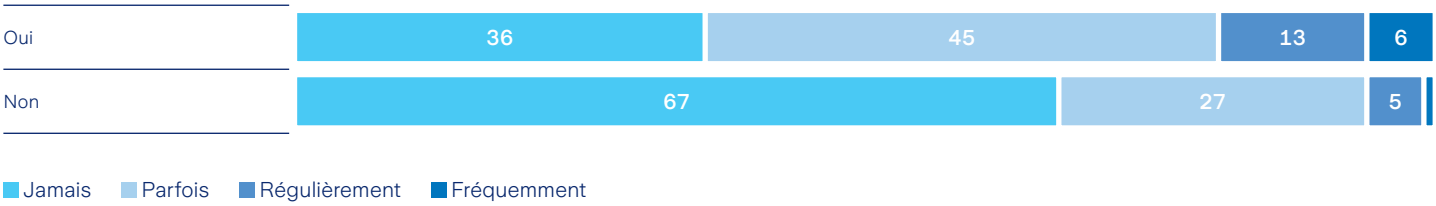
«A quelle fréquence vous disputez-vous avec votre partenaire pour des questions d'argent?»



Le lien entre les soucis d'argent et le stress relationnel est particulièrement évident (fig. 19). Près des deux tiers des personnes interrogées qui ont connu des difficultés financières au cours de l'année écoulée déclarent s'être disputées au moins occasionnellement avec leur partenaire pour des questions d'argent. Pour les ménages qui n'ont pas de gros problèmes d'argent, cette proportion est deux fois moins élevée. Cela montre que l'insécurité financière n'affecte pas seulement la qualité de vie matérielle, mais peut également peser lourdement sur le bien-être émotionnel et l'harmonie dans les relations.

Disputes au sujet de l'argent dans le couple après des soucis d'argent (fig. 19)

«Avez-vous eu des soucis d'argent au cours de l'année écoulée?» Réponse: «Oui», «Non»; «A quelle fréquence vous disputez-vous avec votre partenaire pour des questions d'argent?»



L'insécurité financière est également répandue en Suisse, pays prospère, et elle se répercute sur de nombreux domaines de la vie. Elle prive de sommeil, pèse sur le psychisme et a un impact sur les relations. Les personnes les plus touchées sont les jeunes et les personnes à faible revenu. Les évaluations montrent que la sécurité financière n'est pas seulement une question de revenu, mais aussi de patrimoine, de réseau social et de stabilité de la santé. Les personnes qui ne se sentent pas en sécurité pensent plus souvent à l'argent, se font plus de soucis et ressentent plus de stress. La question n'est donc pas seulement de savoir combien quelqu'un gagne, mais aussi de savoir si ce revenu est stable et s'il existe une protection en cas d'urgence.

Argent et placements

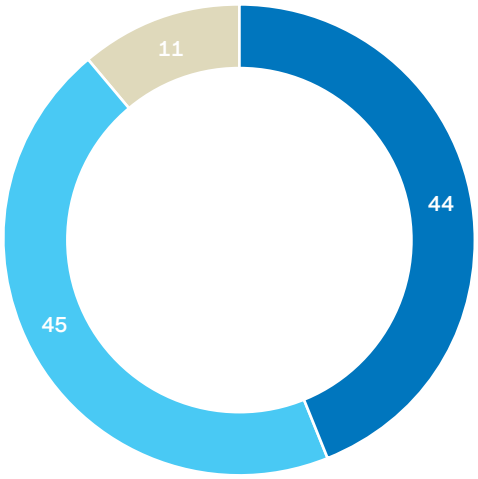
Que fait la population suisse de son argent? Qui investit, de quelle manière et combien? Le présent chapitre examine ces questions et met particulièrement l'accent sur les investissements durables: comment les gens définissent-ils la durabilité et sont-ils prêts à renoncer à des rendements pour cela? Le phénomène des cryptomonnaies, une forme d'investissement risquée mais de plus en plus populaire qui attire particulièrement les hommes jeunes, est également examiné. Comment la population évalue-t-elle le risque de cette forme d'investissement et, plus généralement, comment évalue-t-elle ses propres décisions financières? Les gens regrettent-ils d'avoir été trop prudents ou d'avoir pris trop de risques?

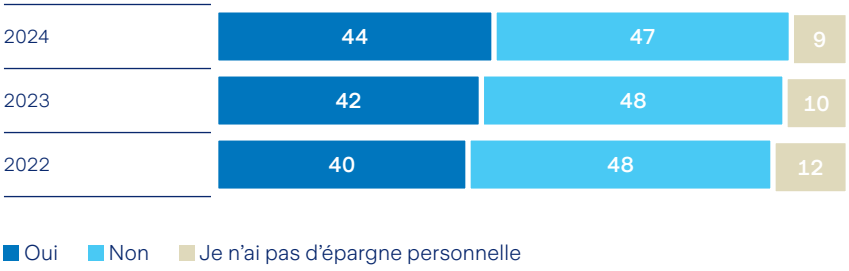
3.1 Qui investit et comment?

Environ la moitié des personnes qui dispose d'une épargne privée investit dans des placements axés sur le rendement, et l'autre moitié s'abstient de le faire. Ce pourcentage est resté relativement constant au cours des dernières années. Avec 44 pour cent de la population adulte, la Suisse se situe donc plutôt parmi les pays les plus enclins à investir, devant des pays comme la France (29 pour cent), l'Allemagne (38 pour cent) ou l'Autriche (39 pour cent), mais derrière la Norvège (50 pour cent) ou la Suède (58 pour cent).[4]

Investissements dans des placements axés sur le rendement (fig. 20)

«Avez-vous placé une partie de votre épargne personnelle dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?»



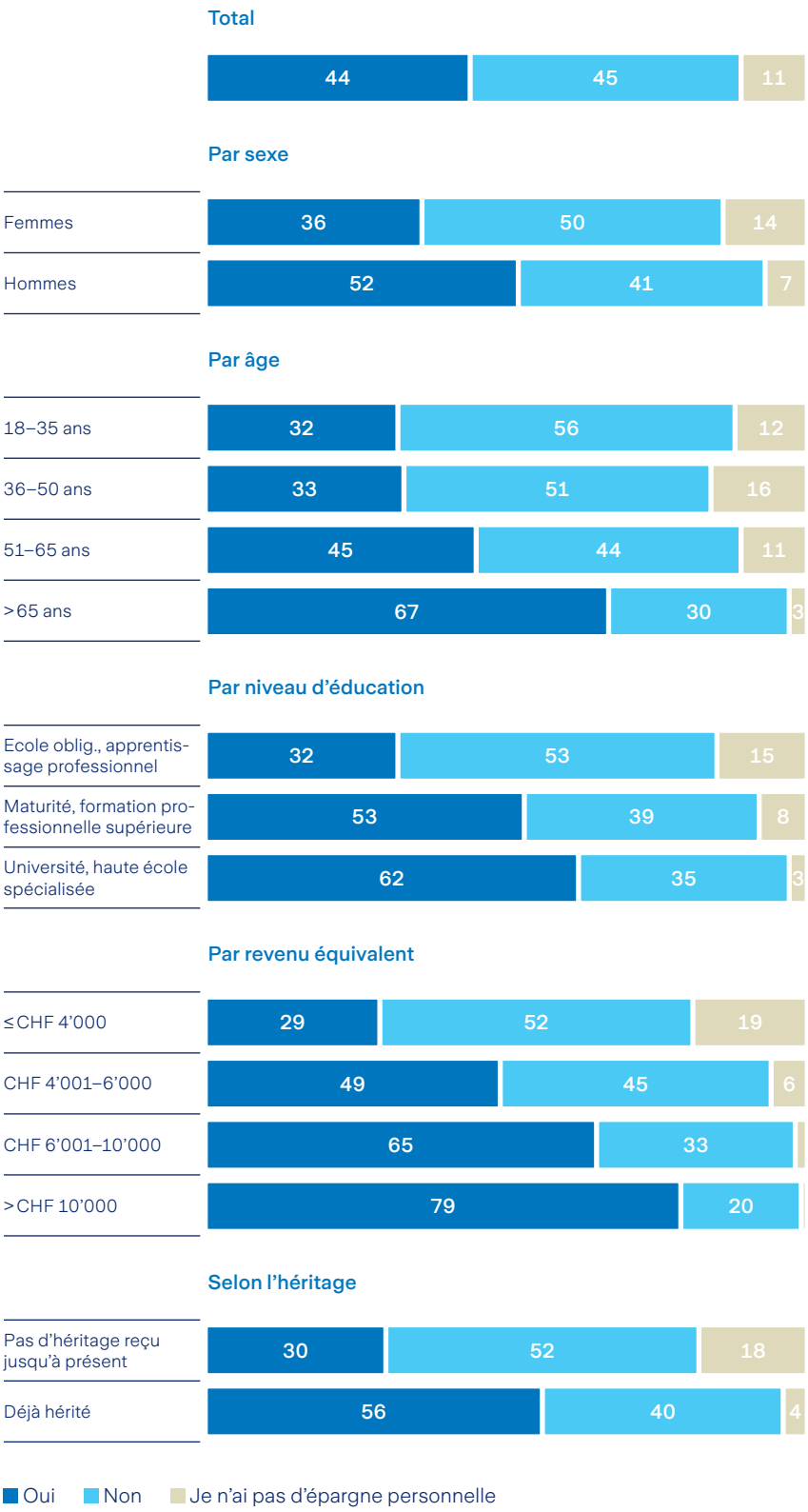


[4] BlackRock, People & Money, octobre 2024

Comme le montre la figure 21, les hommes investissent nettement plus souvent dans des actions et des fonds (environ 52 pour cent) que les femmes (36 pour cent). L'intérêt pour les investissements en actions augmente surtout à partir d'un certain âge, à partir duquel on a également accumulé davantage d'économies et éventuellement hérité. Ainsi, les personnes de plus de 50 ans investissent nettement plus souvent que les moins de 50 ans. Chez les plus de 65 ans, c'est une nette majorité qui investit dans les actions. En effet, les personnes qui ont déjà hérité sont beaucoup plus susceptibles d'investir dans des actions et des fonds que les personnes qui n'ont pas encore reçu d'héritage. Comme on pouvait s'y attendre, le revenu joue également un rôle important dans la propension à investir. Pour un revenu mensuel équivalent de plus de 10'000 francs, 79 pour cent investissent dans des placements axés sur le rendement, contre seulement 29 pour cent pour un revenu inférieur ou égal à 4'000 francs.

Investissements dans des placements axés sur le rendement selon la sociodémographie (fig. 21)

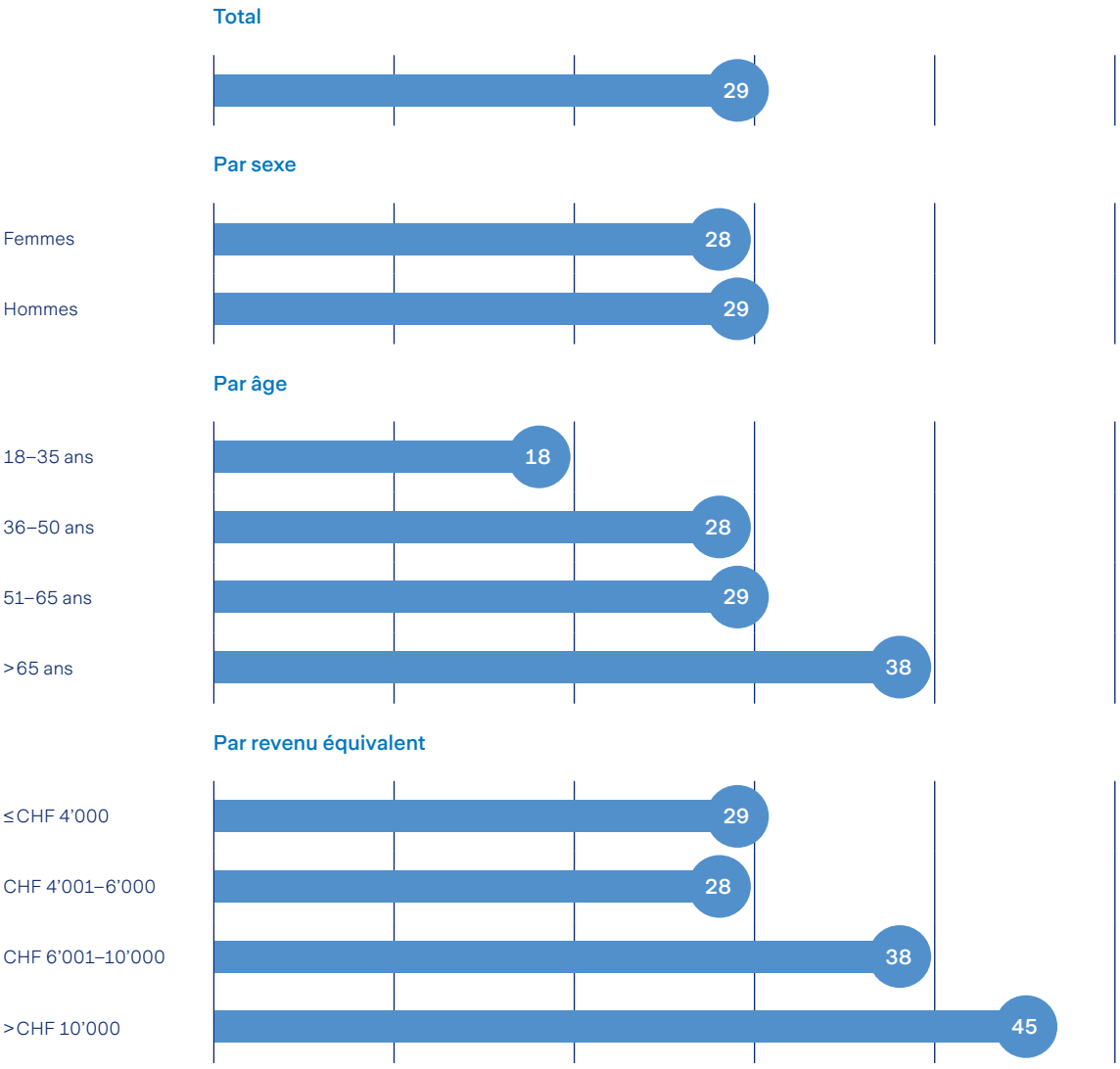
«Avez-vous placé une partie de votre épargne personnelle dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?»



Une personne moyenne (médiane) qui investit dans des actions place un peu moins d'un tiers (29 pour cent) de sa fortune dans des actions ou des produits similaires. S'agissant de la part de la fortune investie, il n'y a pas de grande différence entre les sexes. Les femmes et les hommes se distinguent donc principalement par le fait qu'ils investissent ou non dans des actions. En revanche, en ce qui concerne l'âge, on constate qu'il n'y a pas de grandes différences entre les moins de 35 ans et les 36–50 ans pour décider d'investir ou non dans des actions. Toutefois, lorsqu'ils investissent, les plus jeunes placent une part nettement plus faible de leur patrimoine. Cela s'explique sans doute par le fait qu'ils disposent encore d'une réserve financière moins importante et qu'ils peuvent ou veulent donc moins investir dans des placements à plus long terme.

Part des placements axés sur le rendement dans la fortune (fig. 22)

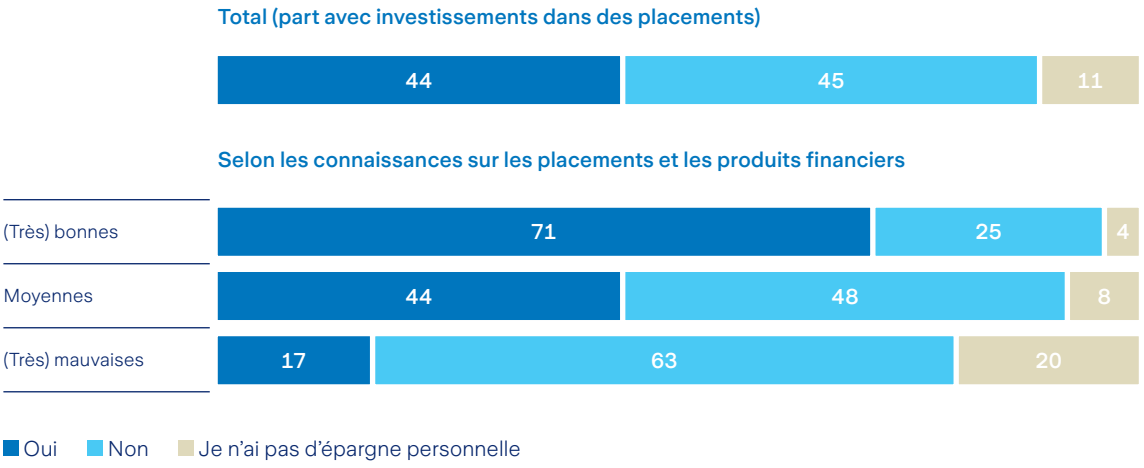
«Quelle est approximativement la part de votre épargne investie dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?» – uniquement les personnes qui possèdent des placements axés sur le rendement; la médiane de la part en pourcentage de la fortune est représentée

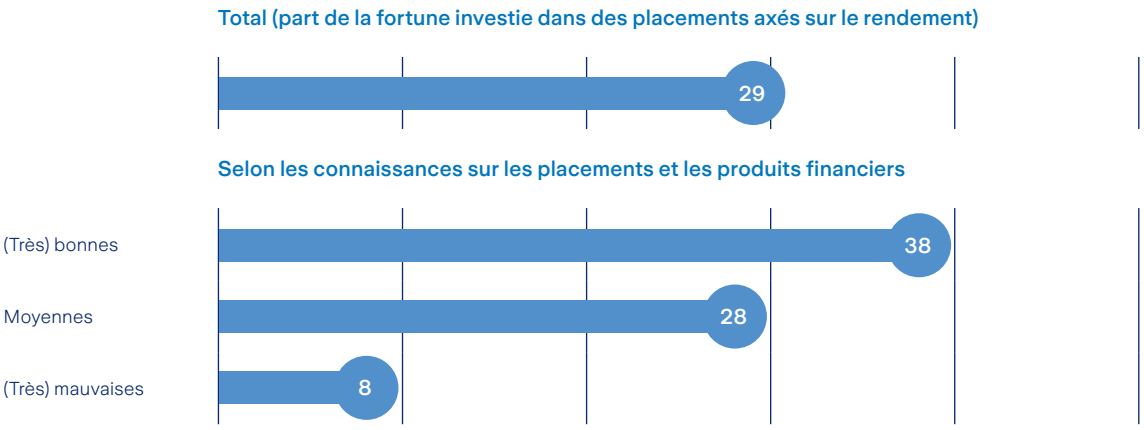


La connaissance des placements et des produits financiers joue également un rôle déterminant pour ce qui est de la décision d'une personne d'investir dans des actions et de la part de son patrimoine qu'elle est prête à investir. 71 pour cent des personnes ayant de bonnes à très bonnes connaissances financières possèdent des actions, contre seulement 17 pour cent des personnes ayant de mauvaises à très mauvaises connaissances financières. Alors que les personnes possédant des actions et de (très) bonnes connaissances financières investissent environ 40 pour cent de leur fortune dans des actions, les personnes possédant des actions et de (plutôt) mauvaises connaissances financières n'investissent qu'environ 10 pour cent de leur fortune en conséquence.

Comportement en matière d'investissement et connaissances (fig. 23)

«Avez-vous placé une partie de votre épargne privée dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?», «Quelle est approximativement la part de votre épargne placée dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?» – la médiane de la part en pourcentage de la fortune est représentée



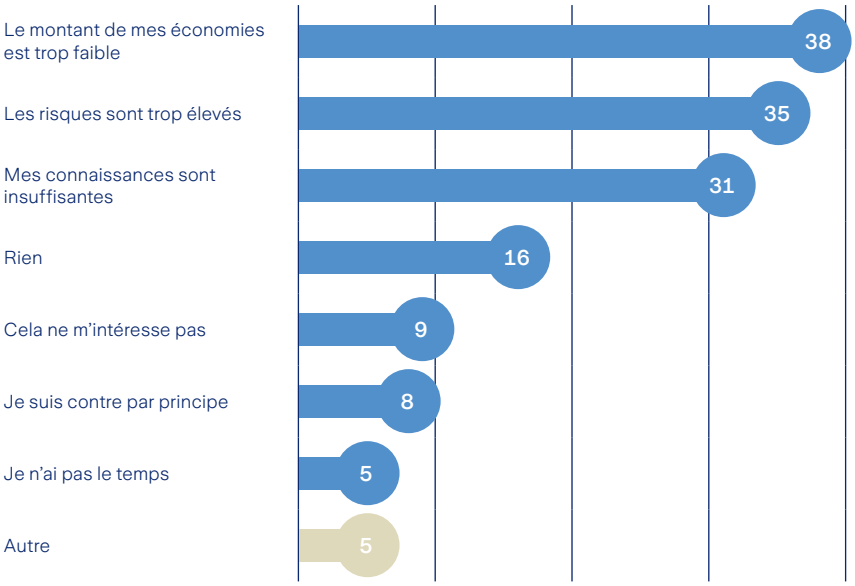


Dans l'auto-évaluation des personnes interrogées, le manque de connaissances compte également parmi les principaux obstacles qui les empêchent d'investir davantage dans des placements axés sur le rendement (fig. 24). La raison principale est une épargne trop faible, suivie par le risque de tels placements.

La population suisse fait encore majoritairement confiance aux conseillers bancaires (54 pour cent) pour effectuer ses investissements (fig. 25). Toutefois, une part importante (27 pour cent) des personnes qui investissent font déjà confiance aux fournisseurs en ligne ou au service en ligne de la banque principale (21 pour cent). Chez les moins de 35 ans, c'est même déjà la moitié des personnes interrogées qui misent sur les fournisseurs en ligne.

Obstacles aux placements financiers (fig. 24)

«Qu'est-ce qui vous retient d'investir une plus grande partie de votre épargne personnelle dans des actions, des fonds ou dans d'autres placements financiers similaires?»



Fournisseurs de services d'investissement par âge (fig. 25)

«Par l'intermédiaire de qui réalisez-vous vos investissements?» – uniquement les personnes qui possèdent des placements axés sur le rendement

	Total	Par âge			
		18–35 ans	36–50 ans	51–65 ans	>65 ans
Conseiller bancaire de ma banque principale	54	29	38	62	71
Fournisseurs en ligne (p.ex. Swissquote, eToro)	27	51	41	21	9
Service en ligne de ma banque principale	21	31	22	21	16
Conseiller bancaire d'une autre banque	10	9	8	11	11
Gérant de fortune	10	4	9	12	13
Conseiller en assurance	6	6	6	7	5
Autres	5	3	3	3	7

3.2 Investissements durables et rendement

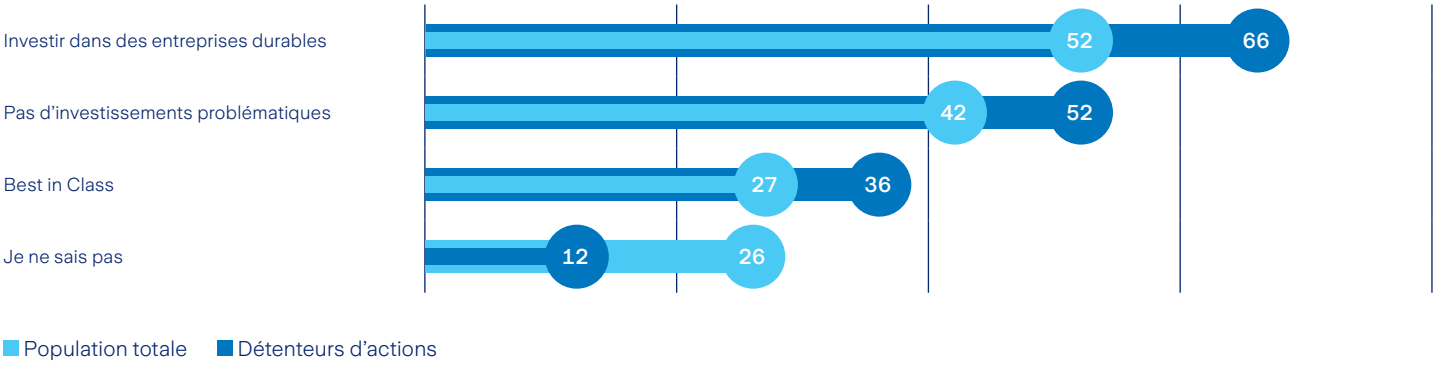
Les investissements durables ont pris de l'importance ces dernières années. Cette évolution et les nouvelles réglementations de l'UE ont conduit l'Association suisse des banquiers à s'imposer une autorégulation en 2023. Celle-ci oblige ses banques membres à informer sur les critères de durabilité lors des entretiens de conseil. Cette information est importante pour promouvoir les investissements durables et prévenir le greenwashing, c'est-à-dire la vente sous le label de la durabilité d'investissements qui ne remplissent pas les critères de durabilité.

Le terme d'investissement durable, recouvre différentes formes de produits. Pour éviter le greenwashing, il est important de savoir ce que la majorité de la population entend par investissements durables. En fonction des connaissances préalables et de la compréhension répandue, différents aspects doivent être pris en compte lors de l'information sur les investissements durables.

La compréhension la plus répandue de l'investissement durable est l'investissement dans des entreprises actives dans le domaine de la durabilité, par exemple les entreprises du secteur photovoltaïque (fig. 26). Environ la moitié de la population suisse et deux tiers des détenteurs d'actions soutiennent cette compréhension. Un peu moins de personnes, 42 pour cent de la population ou 52 pour cent des détenteurs d'actions, considèrent également comme durables les produits d'investissement qui excluent les investissements dans des entreprises problématiques, par exemple les entreprises pétrolières. Seul un quart environ de la population et un tiers des détenteurs d'actions considèrent les investissements dans des entreprises dites «Best In Class», c'est-à-dire des entreprises considérées comme comparativement plus durables au sein de leur secteur, comme une forme de placement durable. Pour éviter le greenwashing, il est donc essentiel que la clientèle soit informée de manière transparente sur la forme de durabilité que respecte un produit financier. Un label de durabilité général peut donner lieu à des malentendus, d'autant plus que seule une minorité de la population et des investisseurs considère effectivement les investissements dits «Best In Class» comme durables.

Compréhension des investissements durables (fig. 26)

«Il existe différentes compréhensions de l'investissement durable. Qu'entendez-vous par là?»



Si l'on interroge sur les priorités en matière d'investissements durables, on constate un fort clivage entre les sexes (fig. 27). Alors qu'environ 60 pour cent des femmes détentrices d'actions affirment que le respect de l'environnement (60 pour cent) et la responsabilité sociale (58 pour cent) sont importants pour elles, seuls environ 40 pour cent des hommes détenant des actions partagent cet avis. La durabilité n'est pas une priorité pour près d'un tiers des hommes, contre seulement environ 10 pour cent des femmes.

Aspects de la durabilité dans les investissements (fig. 27)

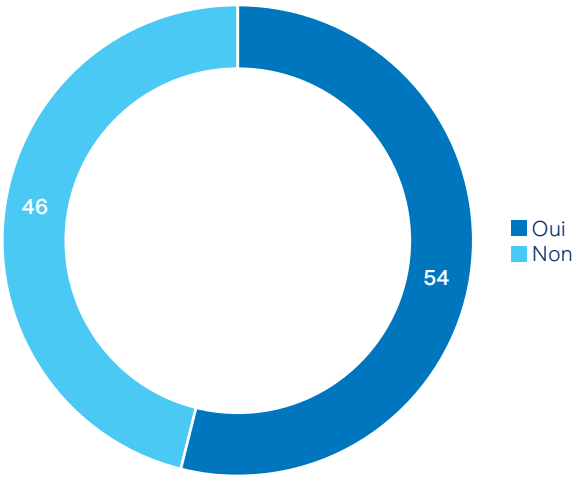
«Quels aspects de la durabilité sont particulièrement importants pour vous dans vos investissements?» – uniquement les personnes ayant des placements axés sur le rendement

	Total	Par sexe		Par âge		
		Femmes	Hommes	18–35 ans	36–55 ans	>55 ans
Projets et entreprises respectueux de l'environnement	48	60	39	38	45	53
Responsabilité sociale	46	58	37	28	44	54
Gouvernance d'entreprise	42	50	36	26	36	52
Eviter d'investir dans l'armement	41	51	34	31	44	44
Eviter les investissements dans les combustibles fossiles	34	40	30	22	32	41
Promotion du progrès technologique	32	32	32	26	31	35
La durabilité n'est pas importante pour moi	20	9	28	25	20	18

Comme le montre la figure 28, la demande d'informations sur la durabilité des produits financiers est bien réelle. Ainsi, environ la moitié de la population suisse ayant des investissements dit s'informer sur leur durabilité.

Demande d'informations sur la durabilité (fig. 28)

«Vous informez-vous sur la durabilité de vos investissements?» – uniquement les personnes ayant des placements axés sur le rendement

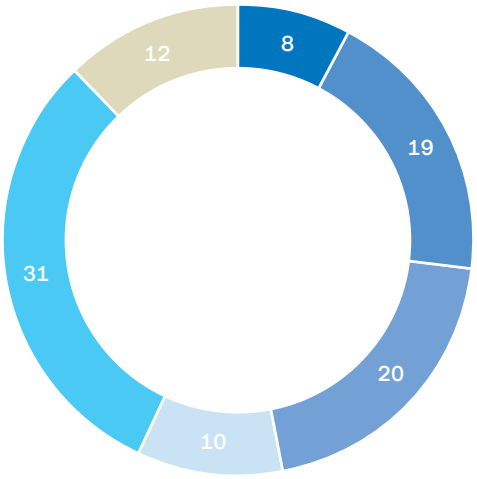


C'est une bonne chose de s'informer sur la durabilité, mais dans quelle mesure la population suisse mise-t-elle aussi sur la durabilité si cela signifie renoncer à un éventuel rendement? Comme le montre la figure 29, une part considérable des investisseuses et investisseurs en Suisse est prête à le faire. 57 pour cent des personnes détenant des actions sont prêtes à renoncer à du rendement pour plus de durabilité. Environ un quart est même prêt à renoncer à la moitié ou plus du rendement et se contenterait de 1 ou 2 pour cent de rendement au lieu de 4 pour cent. Environ un tiers n'est pas prêt à renoncer au rendement et environ 10 pour cent sont indécis.

Ici aussi, on constate que les investisseuses et investisseurs plus âgés accordent une plus grande priorité à la durabilité que les hommes et les jeunes (fig. 30). En outre, comme pour la recherche d'informations, il apparaît que les personnes qui ont investi une part moyenne de leur fortune dans des placements axés sur le rendement sont les plus susceptibles de miser sur la durabilité. Enfin, les électeurs de gauche, en particulier les électeurs des Verts, sont en grande majorité prêts à renoncer à des rendements pour plus de durabilité. Une majorité d'électeurs des Vert'libéraux et du Centre sont également prêts à y renoncer. Parmi les partisans du PLR et de l'UDC, ils ne sont qu'une minorité.

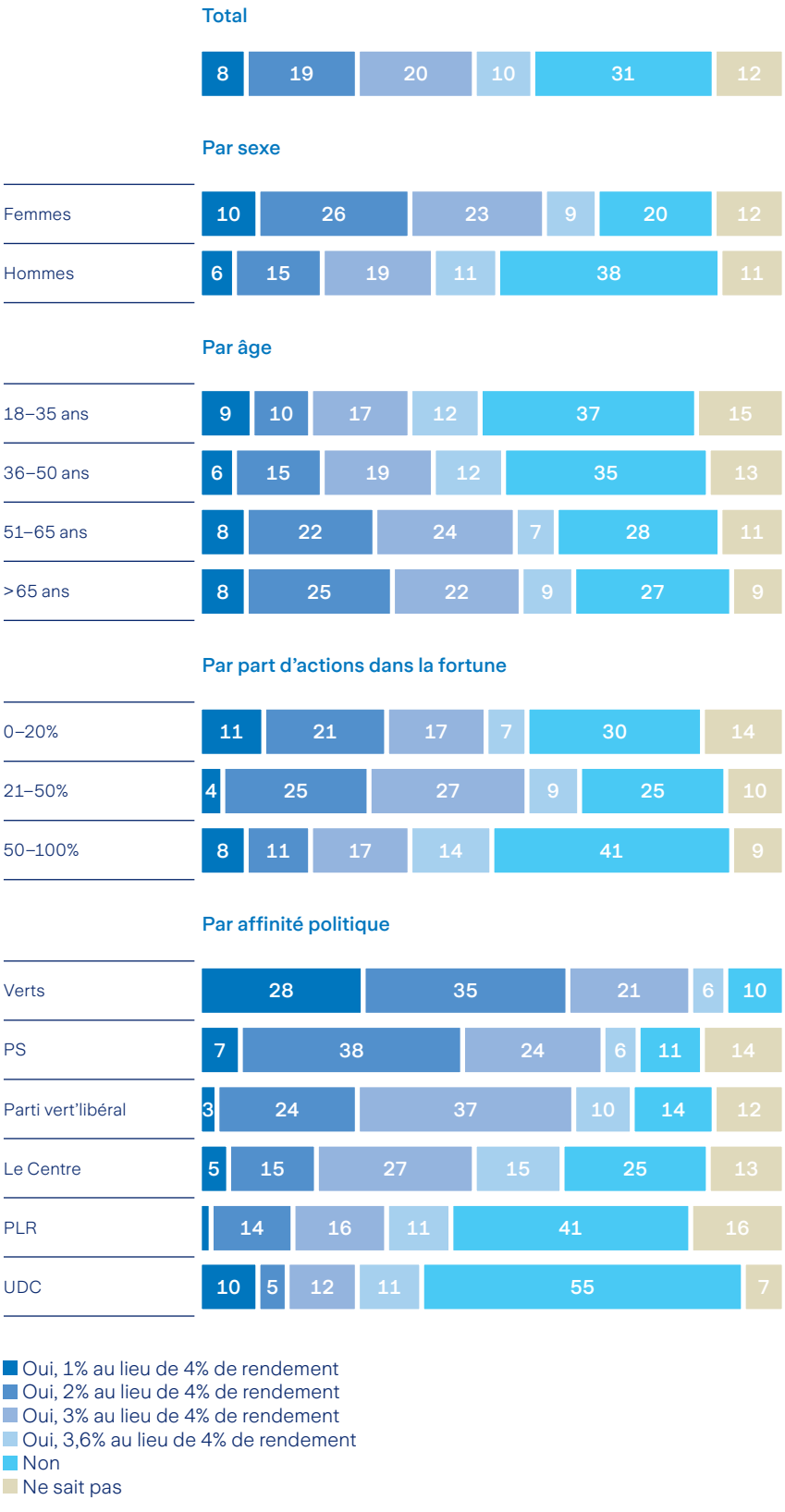
Durabilité versus rendement (fig. 29)

«Pourriez-vous renoncer à des rendements pour plus de durabilité?» – uniquement les personnes ayant des placements axés sur le rendement



Durabilité versus rendement selon la sociodémographie (fig. 30)

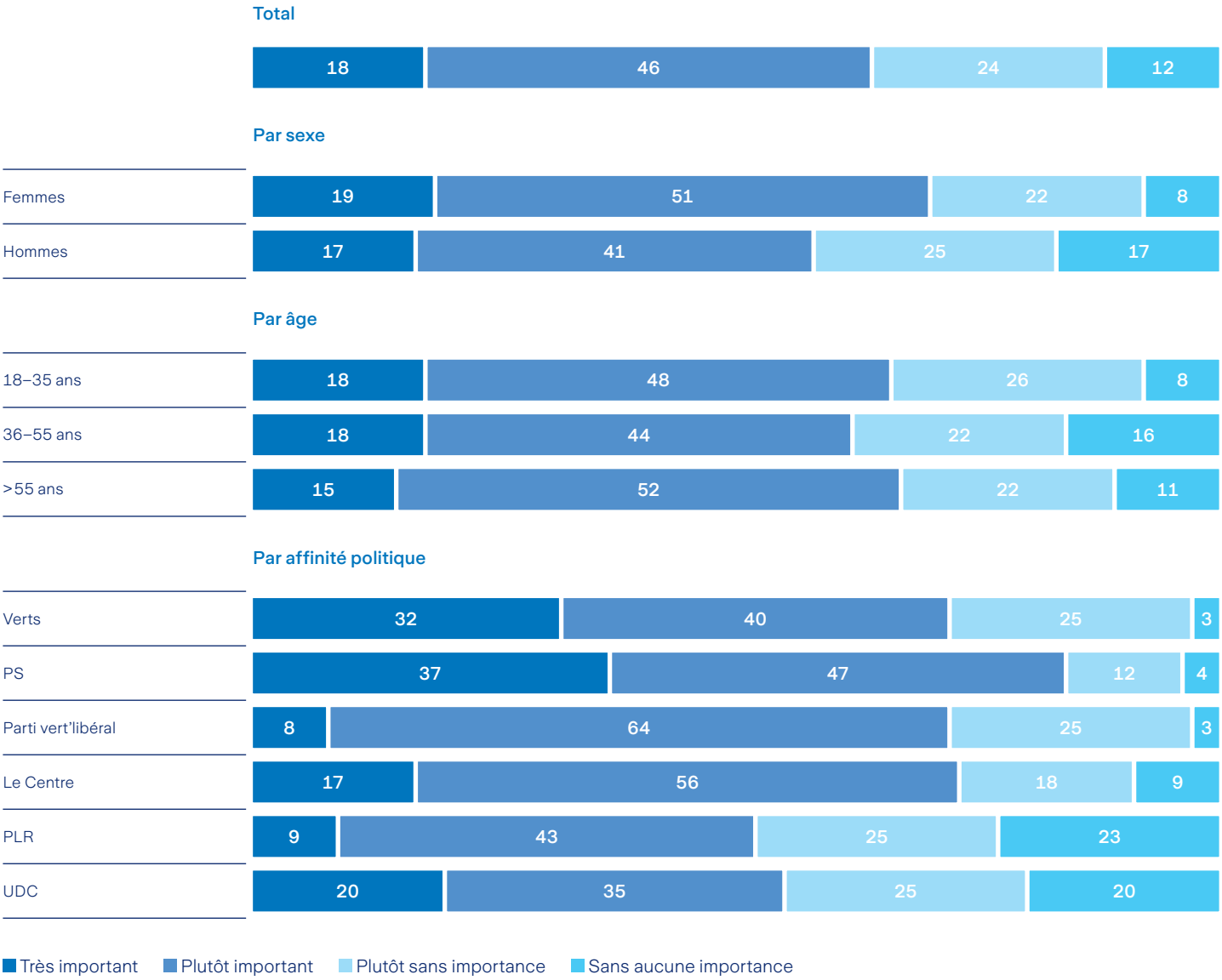
«Pourriez-vous renoncer au rendement pour plus de durabilité?» – uniquement les personnes ayant des placements axés sur le rendement



Les caisses de pension en Suisse gèrent une grande fortune et il est donc très intéressant de savoir comment elles investissent cet argent. Une nette majorité de la population suisse disposant d'une caisse de pension estime qu'il est important ou plutôt important que sa caisse de pension investisse de manière durable, dans le sens écologique ou social. Cette opinion rencontre un accueil favorable auprès des différents groupes sociaux et aussi des camps politiques.

Durabilité des caisses de pension (fig. 31)

«Quelle importance accordez-vous au fait que votre caisse de pension investisse de manière durable?», texte indicatif pour les personnes interrogées: «Les investissements durables décrivent ici les investissements qui tiennent compte des aspects écologiques et/ou sociaux.»



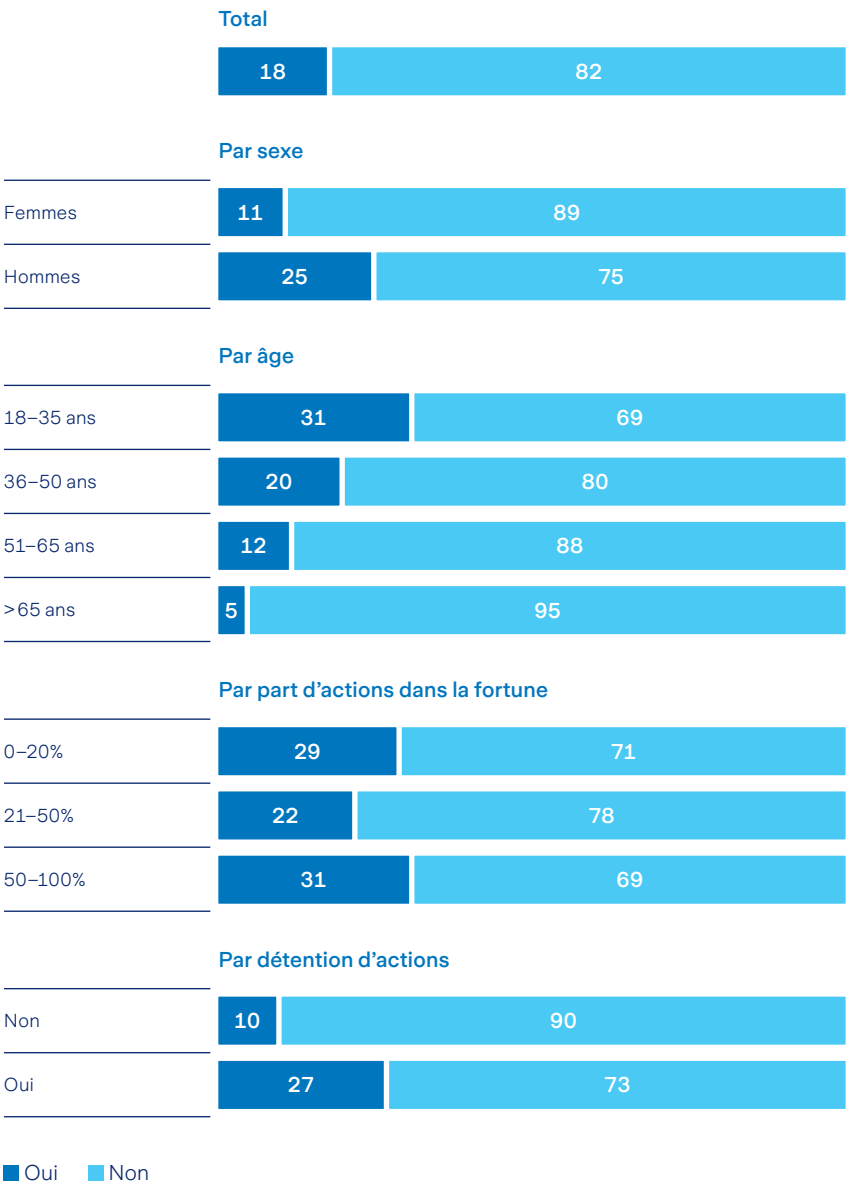
3.3 Les cryptomonnaies et le risque

Les cryptomonnaies ont gagné en popularité au cours des dernières années. Elles sont toutefois controversées, car leur évolution est très volatile et les investisseurs peuvent certes gagner beaucoup d'argent, mais aussi en perdre beaucoup. Comme le montre la figure 32, près de 20 pour cent de la population suisse a investi dans les cryptomonnaies. Les cryptomonnaies ne sont donc clairement plus un phénomène marginal. Les personnes qui investissent dans les cryptomonnaies ont tendance à être jeunes, de sexe masculin et à investir aussi en même temps dans des placements classiques axés sur le rendement.

Sur l'ensemble de la population, deux fois plus de personnes (44 pour cent) investissent dans des placements axés sur le rendement que dans les cryptomonnaies (18 pour cent). La situation est toutefois différente chez les moins de 35 ans: les hommes et les femmes jeunes investissent à peu près autant dans les cryptomonnaies que dans les placements axés sur le rendement (fig. 33). Toutefois, la proportion de personnes investissant dans les cryptomonnaies est nettement plus élevée chez les hommes jeunes (45 pour cent) que chez les femmes jeunes (16 pour cent). Cela correspond à l'image souvent donnée par les médias d'un milieu très masculin, souvent désigné par le terme de «cryptobros».

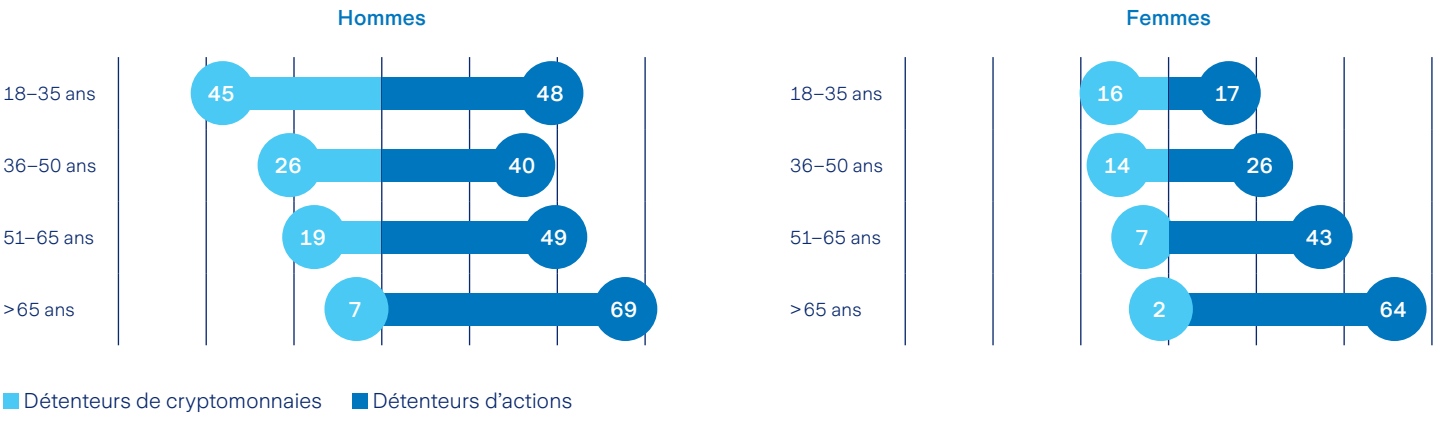
Crypto-investissements (fig. 32)

«Avez-vous investi dans des cryptomonnaies?»



Investissements en cryptomonnaies et en actions, par âge et par sexe (fig. 33)

«Avez-vous investi dans des cryptomonnaies?», «Avez-vous placé une partie de votre épargne personnelle dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?»

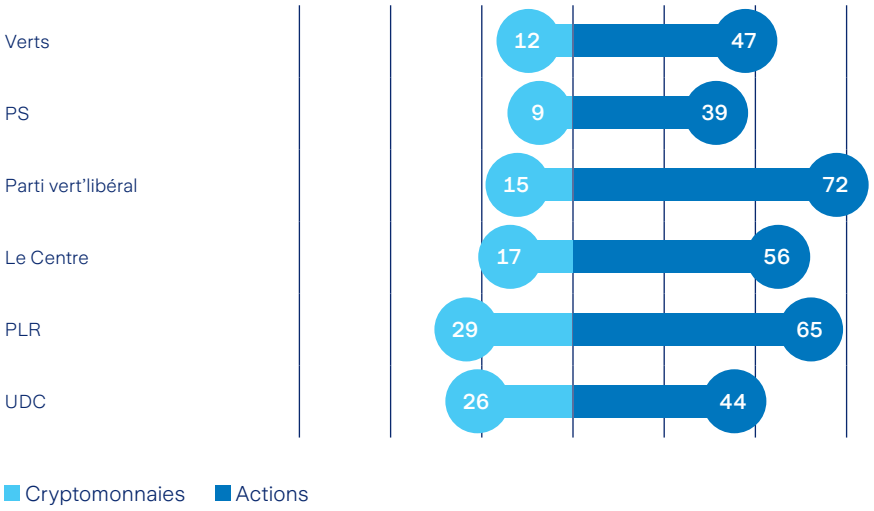


Surtout depuis que Donald Trump et Elon Musk misent fortement sur les cryptomonnaies, ces dernières sont également plutôt associées à des courants politiques de droite. Comme le montre la figure 34, cela se manifeste de toute évidence aussi au niveau des investisseurs. Les électeurs de l'UDC et du PLR investissent deux fois plus souvent dans les monnaies numériques que les adhérents du PS ou des Verts. Une tendance similaire est visible pour les investissements classiques: les électeurs de gauche investissent moins souvent dans des actions. La différence est toutefois plus nette pour les cryptomonnaies, et les électorats du PLR et de l'UDC se distinguent également de ceux du PVL et du centre à cet égard.

L'investissement dans les cryptomonnaies comporte des risques financiers considérables et beaucoup en sont conscients. Ainsi, environ la moitié de la population indique que pour elle, le risque constitue un argument contre un investissement dans les cryptomonnaies (fig. 35). Pour plus de la moitié des personnes interrogées, le manque de connaissances est une raison de plus contre les crypto-investissements. D'autres raisons variées, comme le manque de sérieux des fournisseurs, l'absence de contrepartie et les réglementations insuffisantes, sont également déterminantes pour plus d'un quart de la population.

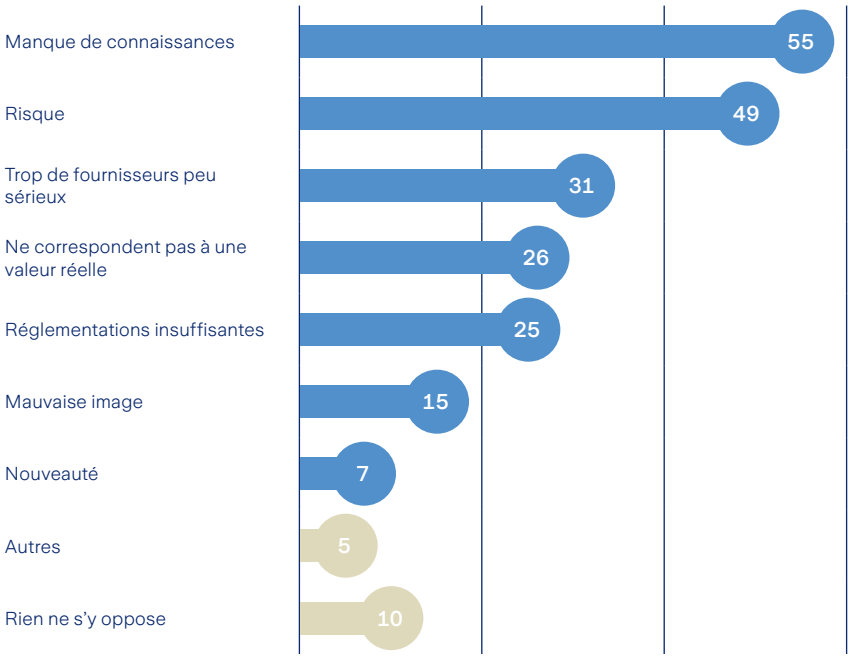
Investissements en cryptomonnaies et en actions selon l'orientation politique (fig. 34)

«Avez-vous investi dans des cryptomonnaies?», «Avez-vous placé une partie de votre épargne personnelle dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.)?»



Obstacles aux crypto-investissements (fig. 35)

«Parmi les facteurs suivants, quels sont ceux qui vous empêchent d'investir dans les cryptomonnaies?»

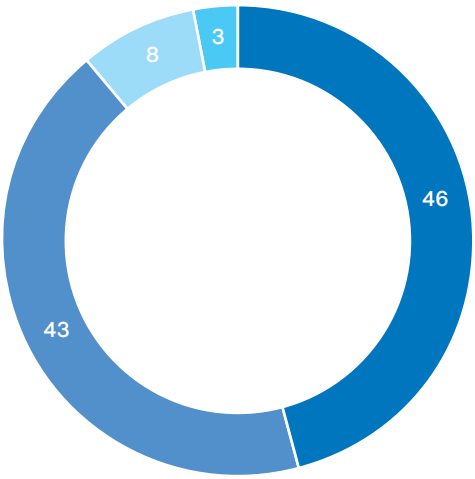


Le fait que la grande majorité des personnes interrogées soit plutôt ou clairement d'accord avec l'assimilation des cryptomonnaies aux jeux de hasard montre également que le risque des investissements dans les cryptomonnaies est généralement connu (fig. 36). Pour 46 pour cent, investir dans les cryptomonnaies s'apparente à un jeu de hasard et pour 43 pour cent supplémentaires, c'est plutôt un jeu de hasard. Seuls 11 pour cent de la population ne sont pas d'accord sur ce point. Il est intéressant de noter que près des trois quarts des crypto-investisseurs perçoivent également cet investissement comme un jeu de hasard. Les investissements dans des placements axés sur le rendement sont certes nettement moins perçus comme des jeux de hasard mais plus de la moitié de la population et environ la moitié des investisseurs considèrent aussi les placements axés sur le rendement (plutôt) comme un jeu de hasard.

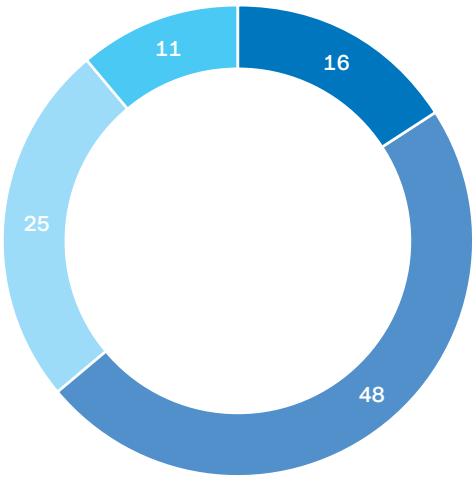
Les cryptomonnaies et les placements axés sur le rendement comme jeu de hasard (fig. 36)

«Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante? ‹Investir dans les cryptomonnaies est comme un jeu de hasard›», «Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante? ‹Investir dans des placements axés sur le rendement (actions, fonds, etc.) est comme un jeu de hasard.›»

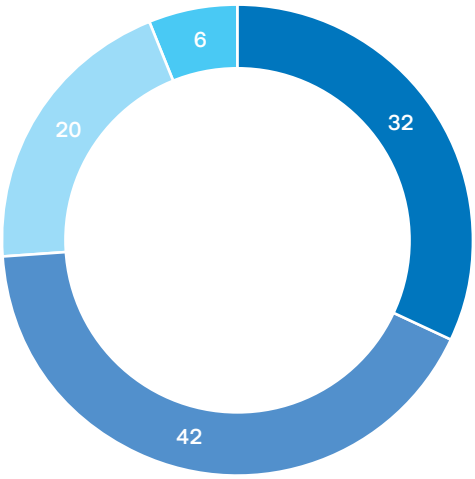
Cryptomonnaies (toutes)



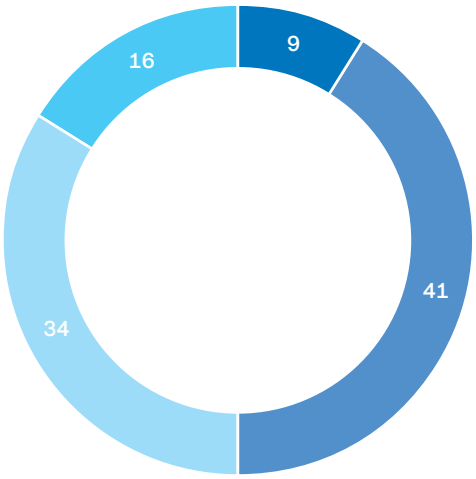
Placements (tous)



Cryptomonnaies (investisseurs)



Placements (investisseurs)

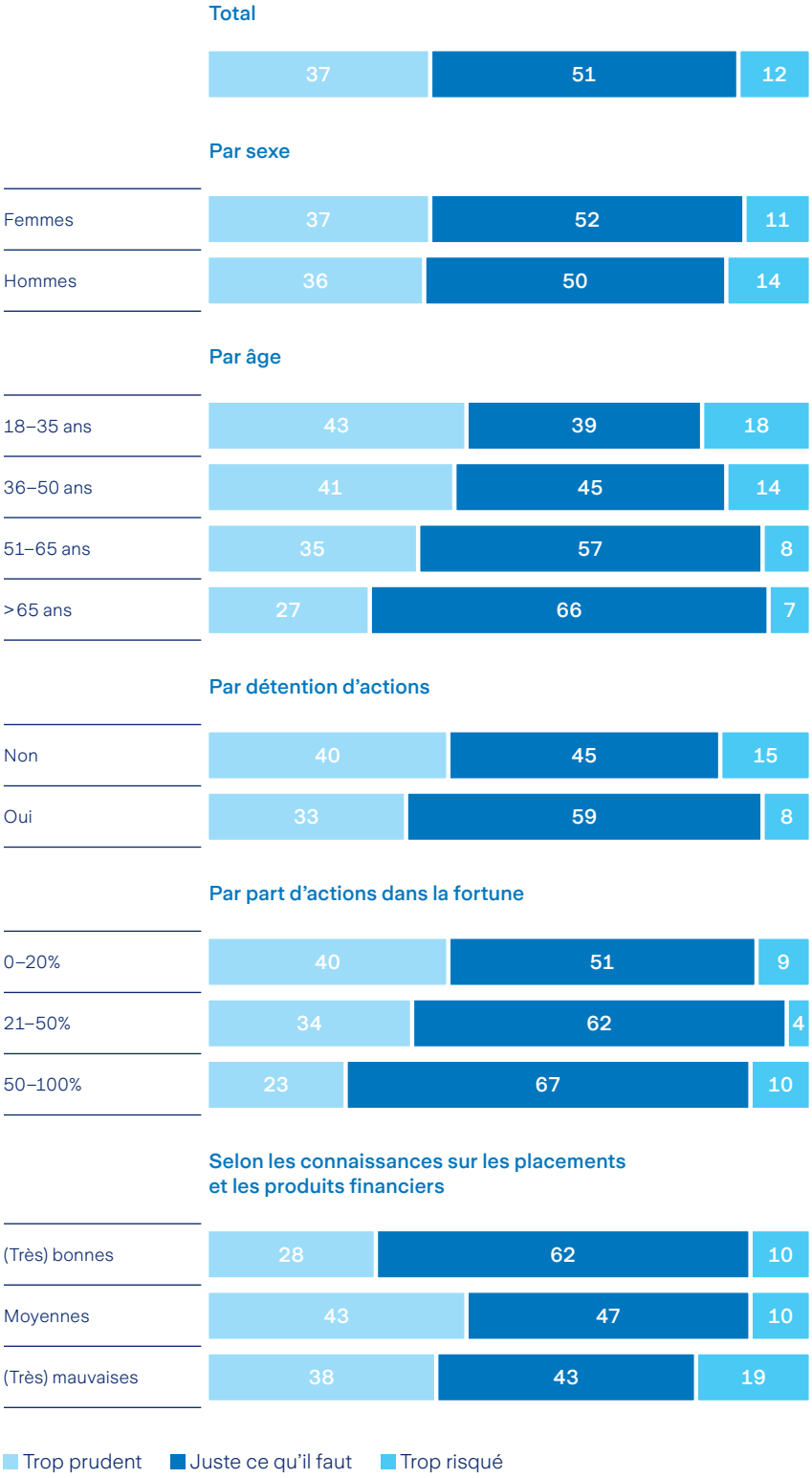


Oui Plutôt oui Plutôt non Non

La volonté d'investir dans les cryptomonnaies ou dans des placements axés sur le rendement dépend fortement de la propension au risque de chacun. Mais avec le recul, comment la population suisse juge-t-elle ses décisions à cet égard? La figure 37 montre que la population suisse est majoritairement satisfaite du risque qu'elle a pris lors de ses décisions financières au cours des dix dernières années. 51 pour cent de la population affirment que leurs décisions étaient exactement les bonnes. 37 pour cent pensent qu'ils ont été trop prudents, et 12 pour cent qu'ils ont pris des décisions trop risquées. Parmi les personnes qui ne sont pas satisfaites de leur gestion des risques, celles qui estiment que leurs décisions sont trop prudentes sont donc clairement majoritaires. Bien que les femmes et les hommes investissent leur argent de manière assez différente (voir placements ou cryptomonnaies), leur propre évaluation est très similaire, ce qui laisse supposer des préférences différentes en matière de risque. Les personnes plus jeunes, qui investissent moins souvent dans des placements, sont plus susceptibles de penser qu'elles ont été trop prudentes par rapport aux personnes plus âgées. D'une manière générale, moins une personne investit en actions, plus elle estime que ses décisions sont trop prudentes.

Décisions financières des dix dernières années (fig. 37)

«Comment évaluez-vous vos décisions concernant l'investissement de votre argent au cours des dix dernières années?»



Epargner pour la retraite

La population suisse est-elle bien préparée pour la retraite? Quelles décisions de prévoyance regrette-t-elle? Qui épargne pour ses vieux jours, et comment? Ce chapitre montre pourquoi beaucoup envisagent l'avenir avec optimisme, alors que d'autres doivent s'attendre à des difficultés financières. Il est question ici du pilier 3a, des caisses de pension et de la question cruciale: rente ou capital?

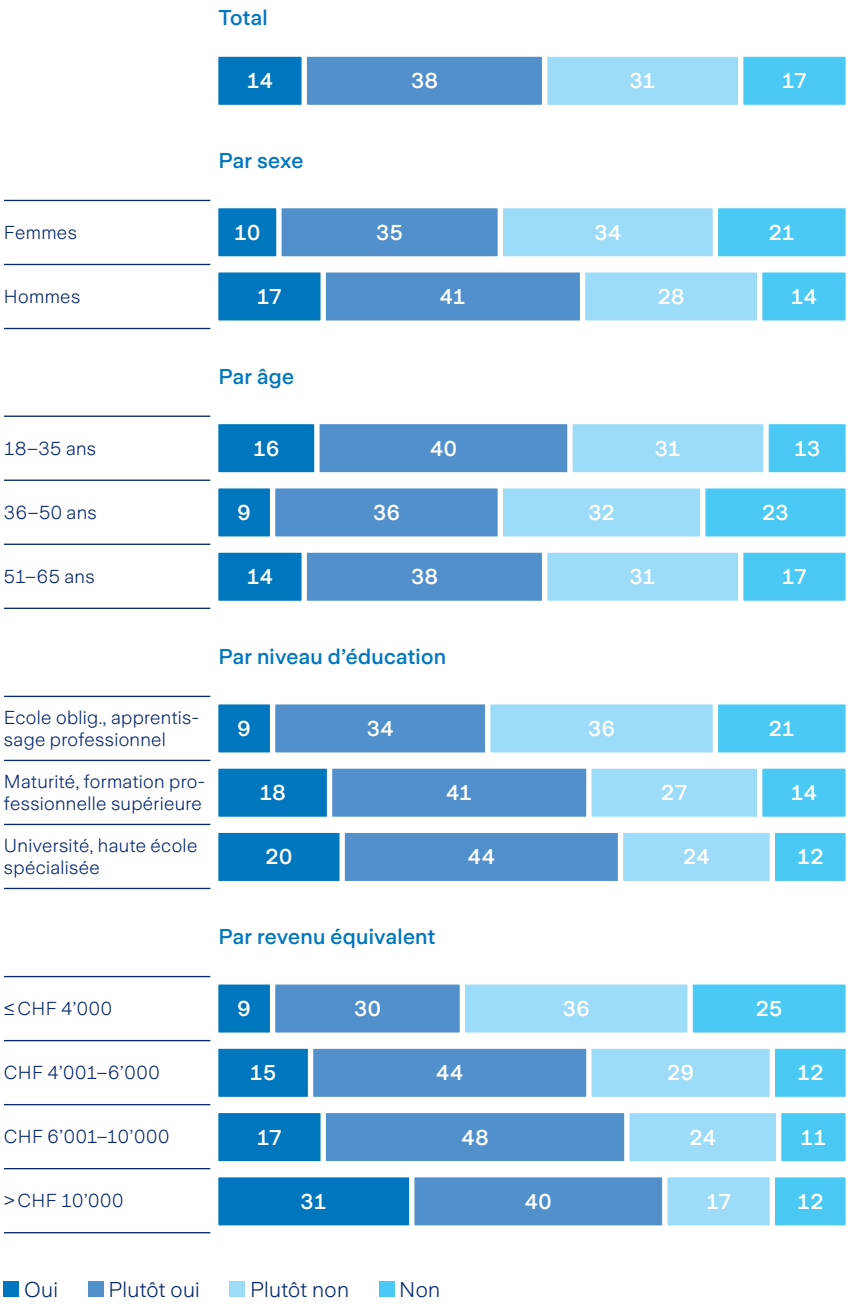
4.1 Attentes et opportunités manquées

Une petite majorité de la population active suisse estime qu'elle pourra maintenir son niveau de vie actuel à la retraite (fig. 38). 52 pour cent estiment que leur avenir financier est (plutôt) assuré, cette valeur variant toutefois fortement selon le sexe. Alors que 58 pour cent des hommes sont confiants, les femmes ne sont que 45 pour cent à l'être. L'une des raisons possibles est la différence réelle de revenus, les femmes gagnant en moyenne moins que les hommes et travaillant plus souvent à temps partiel. En outre, les femmes sont plus souvent touchées par des interruptions de travail liées à la famille, ce qui a des répercussions à long terme sur leurs droits à la retraite.

Le revenu actuel est un facteur déterminant pour la sécurité financière à la retraite. Plus il est élevé, plus les personnes interrogées estiment qu'elles pourront maintenir leur niveau de vie: 71 pour cent des personnes interrogées dont le revenu équivalent est supérieur à 10'000 francs par mois estiment qu'elles pourront maintenir leur niveau de vie. La situation est différente pour les revenus modestes: parmi ceux qui doivent vivre avec moins de 4'000 francs par mois, seuls 9 pour cent croient avec certitude à un avenir financier stable, tandis que 30 pour cent sont plutôt confiants (fig. 38).

Niveau de vie à la retraite (fig. 38)

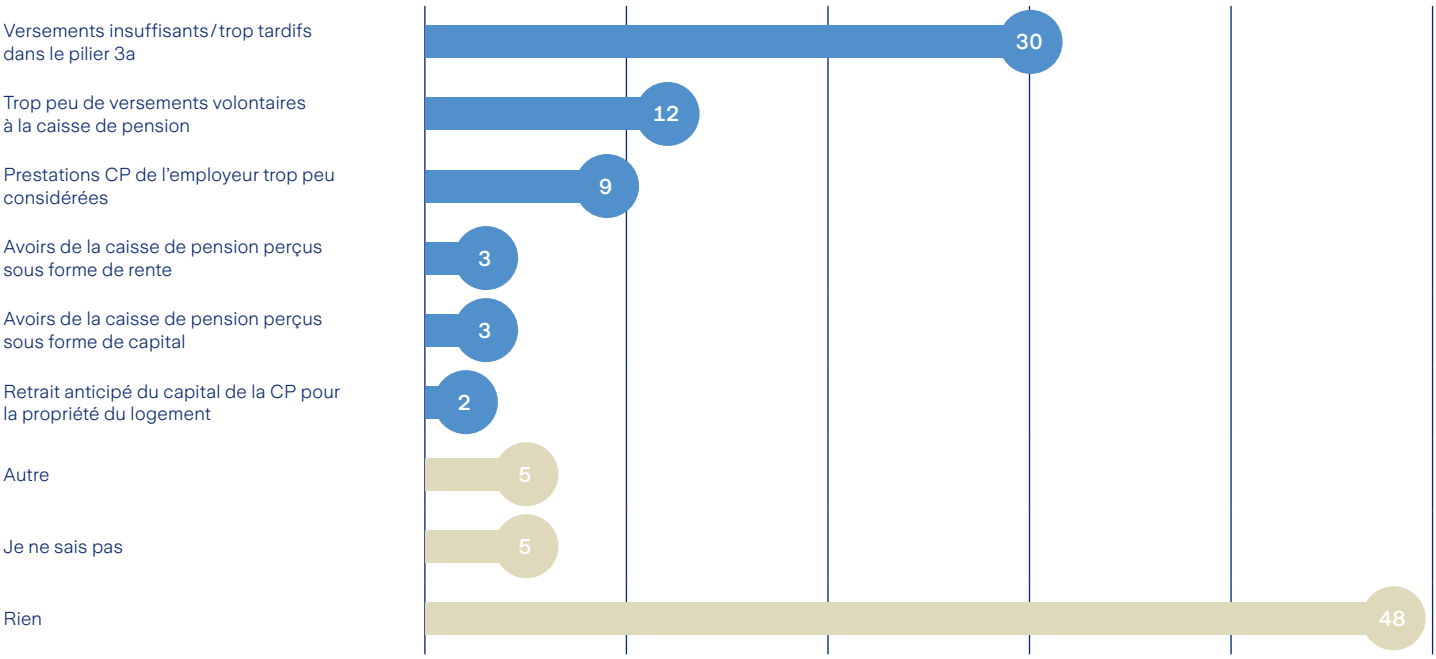
«Pensez-vous que vous pourrez maintenir votre niveau de vie à la retraite?» – population active uniquement



Si l'on ne s'occupe pas suffisamment tôt de sa prévoyance, on risque d'être confronté plus tard à des restrictions financières. Près d'une personne retraitée sur deux en Suisse indique rétrospectivement avoir regretté une décision prise dans le cadre de sa planification de la prévoyance (fig. 39). Le regret le plus souvent exprimé est l'entrée tardive ou insuffisante dans le pilier 3a: rétrospectivement, 30 pour cent des retraités auraient souhaité investir davantage ou plus tôt dans cette forme d'épargne fiscalement avantageuse. Ceux qui n'ont pas saisi cette opportunité s'en rendent souvent compte à un âge avancé, lorsque les moyens financiers sont plus limités que prévu.

Décisions de prévoyance regrettées (fig. 39)

«Quelles sont les décisions concernant la planification de votre prévoyance que vous regrettez?» – seulement les retraités



Des versements volontaires à la caisse de pension ont également été cités par 12 pour cent des retraités comme une occasion manquée. 9 pour cent des retraités indiquent en outre qu'ils n'ont pas accordé suffisamment d'attention aux prestations de leur employeur dans la caisse de pension. En revanche, très peu regrettent leur choix entre une rente mensuelle et un versement unique de capital.

Mais il y a aussi un groupe important qui est satisfait de ses choix: 48 pour cent des retraités déclarent n'avoir aucun regret, ce qui indique qu'une planification de la prévoyance bien pensée assure une sécurité financière à long terme.

4.2 Qui épargne et qui n'épargne pas?

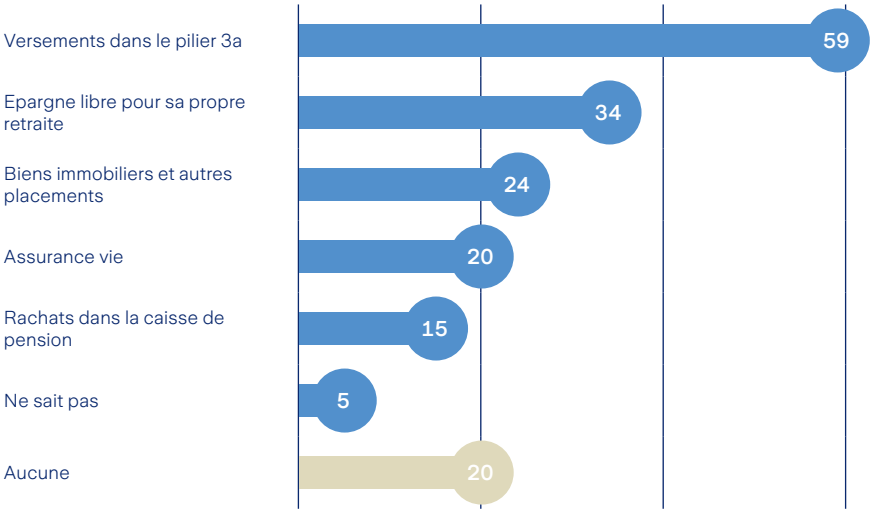
En plus de la prévoyance professionnelle obligatoire, il existe différentes possibilités pour se constituer une prévoyance privée. La forme de prévoyance privée de loin la plus courante est le pilier 3a: environ 60 pour cent de la population active a déjà cotisé au pilier 3a. 34 pour cent déclarent également épargner librement pour leur retraite, 24 pour cent utilisent l'immobilier ou d'autres placements en tant que partie de leur prévoyance vieillesse et 20 pour cent ont investi dans une assurance vie. Les rachats dans la caisse de pension ont été cités par 15 pour cent comme mesure de prévoyance. Parallèlement, un cinquième de la population active n'a pas pris de mesures de prévoyance privées volontaires, ce qui peut entraîner des incertitudes financières à long terme.

La prévoyance vieillesse volontaire via le pilier 3a est l'une des rares possibilités d'épargner de manière ciblée pour la retraite tout en bénéficiant d'avantages fiscaux. Cette possibilité a été utilisée de manière très différente l'année dernière. Environ un tiers (29 pour cent) a versé le montant maximal ou un montant similaire (plus de 6'000 francs). En outre, 11 pour cent ont versé entre 3'001 et 6'000 francs sur leur compte du pilier 3a, tandis que 20 pour cent ont effectué des versements plus modestes, inférieurs à 3'000 francs.

Plus une personne est âgée, plus il est probable qu'elle effectue des versements importants dans le pilier 3a. Les personnes de plus de 50 ans, en particulier, sont nettement plus nombreuses à verser 6'000 francs ou plus. Cela pourrait notamment s'expliquer par le fait que de nombreuses personnes ne s'intéressent de plus près à leur prévoyance vieillesse que vers la fin de leur vie professionnelle. En outre, des revenus plus élevés à partir d'un certain âge facilitent la mise de côté de montants plus importants pour la prévoyance vieillesse.

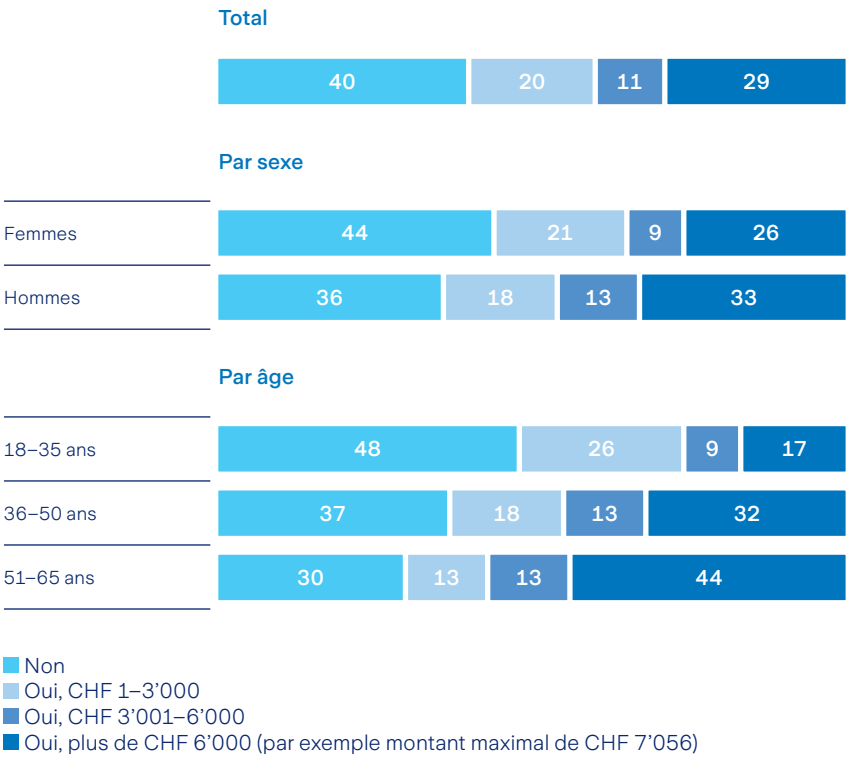
Prévoyance vieillesse privée (fig. 40)

«Hormis les cotisations obligatoires: quel type de prévoyance vieillesse avez-vous déjà effectué?» – population active uniquement



Versements dans le pilier 3a (fig. 41)

«Avez-vous effectué des versements dans le pilier 3a l'année dernière?» – population active uniquement



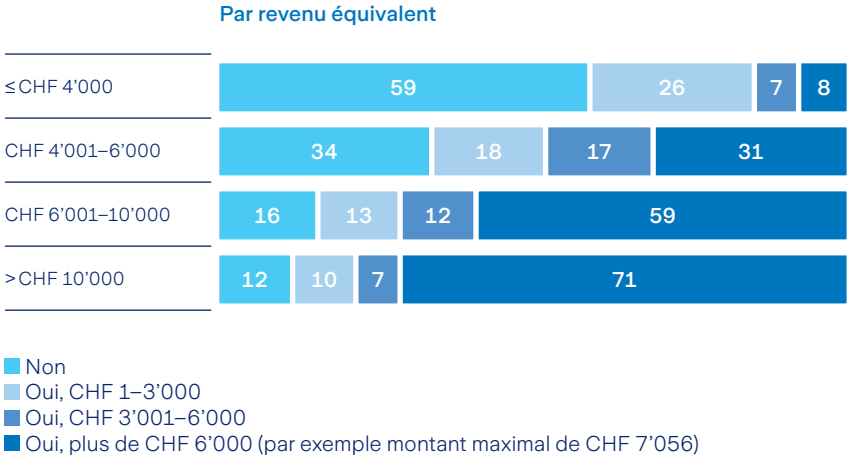
L'influence du revenu est encore plus évidente: parmi les personnes actives ayant un revenu équivalent supérieur à 10'000 francs par mois, sept sur dix (71 pour cent) ont versé le montant maximal ou un montant équivalent (fig. 42). A titre de comparaison, parmi les personnes dont le revenu est inférieur à 4'000 francs, seules 41 pour cent ont effectué l'année dernière des versements dans le pilier 3a, et seules 8 pour cent ont versé plus de 6'000 francs.

Le taux d'épargne plus élevé des personnes à hauts revenus est certainement lié d'une part au fait qu'elles disposent tout simplement des ressources financières pour ce type de prévoyance vieillesse. D'autre part, les incitations fiscales jouent probablement un rôle important. Les personnes qui versent le montant maximal dans le pilier 3a peuvent réduire considérablement leur charge fiscale. Si l'on s'interroge sur la motivation à s'occuper de la prévoyance vieillesse privée (fig. 43), une part considérable (44 pour cent) de la population active cite également les avantages fiscaux comme raison. La principale raison est sans surprise la garantie du niveau de vie à la retraite (63 pour cent).

D'autres raisons concernent un groupe plus restreint: pour 23 pour cent de la population active, l'insécurité croissante du système de prévoyance suisse incite à se pencher sur le sujet. Les discussions sur les réformes des retraites, l'allongement de l'espérance de vie et les éventuelles réductions de prestations semblent donc sensibiliser une partie de la population. Des objectifs concrets comme la couverture en cas de décès et d'invalidité (21 pour cent) ou l'acquisition d'un logement (17 pour cent) sont également cités comme motivation. Mais en même temps, environ un cinquième (19 pour cent) déclare ne pas s'occuper du tout de la prévoyance vieillesse privée.

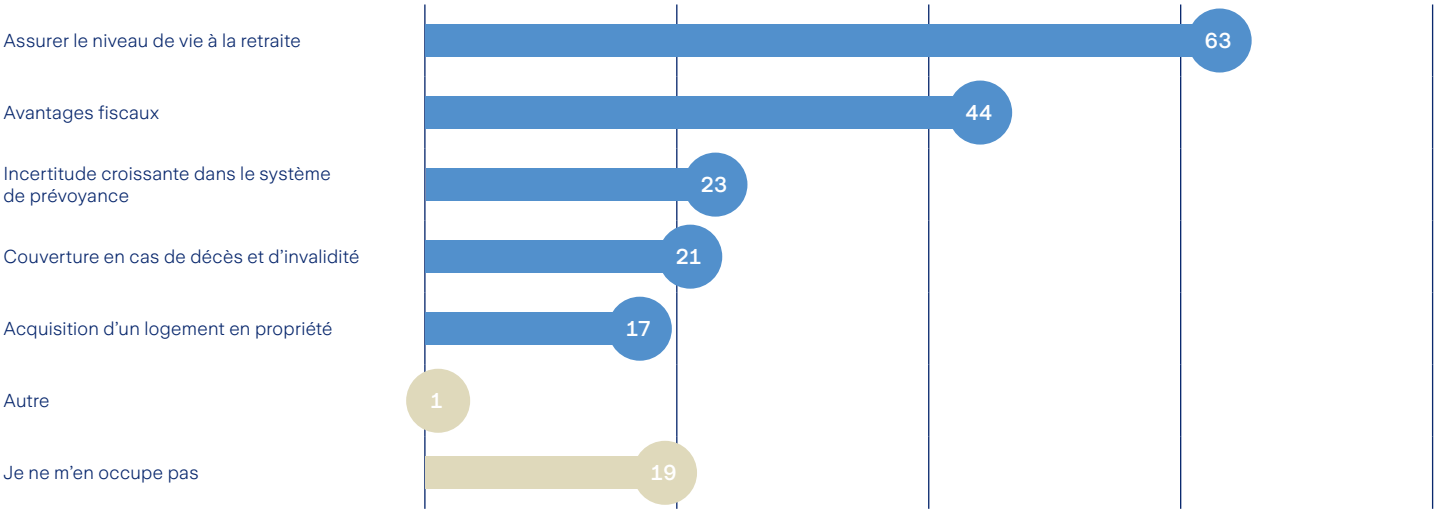
Versements dans le pilier 3a par revenu équivalent (fig. 42)

«Avez-vous effectué des versements dans le pilier 3a l'année dernière?» – population active uniquement



Raisons de la prévoyance vieillesse privée (fig. 43)

«Pour quelles raisons vous intéressez-vous à la prévoyance vieillesse privée (pilier 3a)?» – population active uniquement

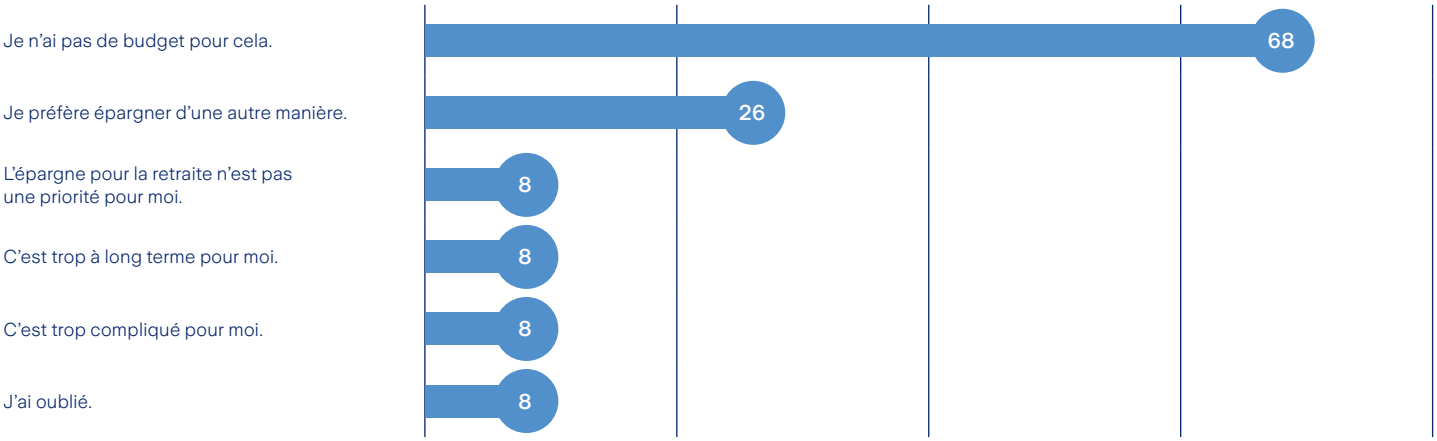


Alors que beaucoup épargnent de manière ciblée pour la vieillesse, il existe un groupe important qui ne peut pas se permettre de verser en plus dans le pilier 3a (fig. 44). Parmi ceux qui n'ont pas investi dans le pilier 3a l'année dernière, 68 pour cent indiquent qu'ils n'avaient tout simplement pas le budget pour le faire. Ce chiffre souligne que la prévoyance vieillesse privée est souvent une question de possibilités financières: les personnes qui vivent déjà avec un budget serré ne peuvent pas se permettre d'épargner davantage.

Il est intéressant de noter que les autres raisons jouent un rôle nettement moins important. Seuls 26 pour cent des actifs interrogés déclarent préférer épargner d'une autre manière. La part de ceux qui ne considèrent pas la prévoyance vieillesse comme une priorité en général, qui la trouvent trop compliquée, qui oublient tout simplement ou qui la jugent trop à long terme est encore plus faible. Cela montre que la plupart des gens seraient tout à fait disposés à prendre des dispositions privées pour la vieillesse si leur situation financière le leur permettait.

Raisons de ne pas investir dans le pilier 3a (fig. 44)

«Pourquoi n'avez-vous pas investi dans le pilier 3a?» – population active uniquement, uniquement les personnes qui n'ont effectué aucun versement dans le pilier 3a l'année dernière

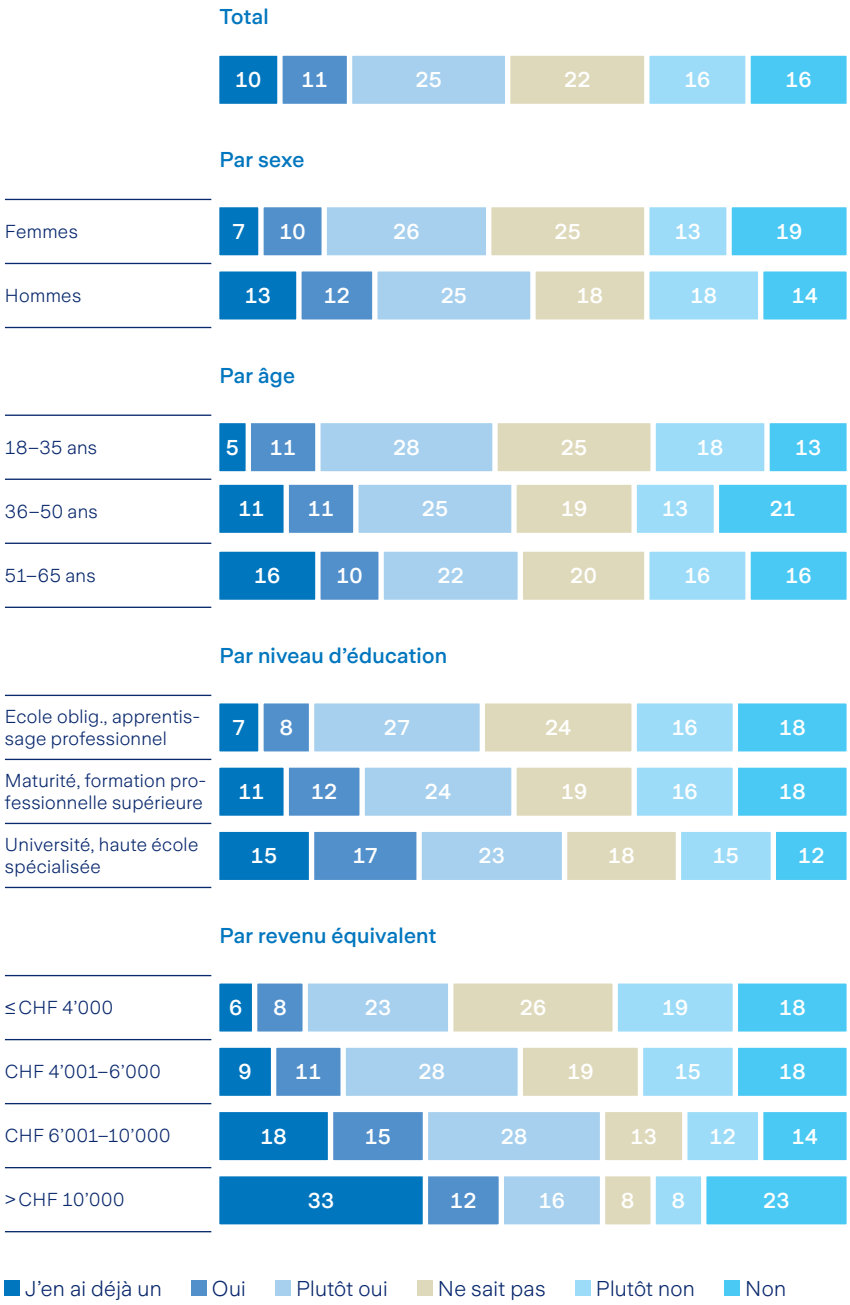


Alors que de nombreuses personnes en Suisse basent leur prévoyance vieillesse sur la caisse de pension obligatoire et le pilier 3a, il existe également des modèles alternatifs permettant d'épargner davantage de manière ciblée pour la retraite. Le plan d'épargne au choix constitue une telle possibilité. Les employeurs peuvent proposer à leurs collaborateurs un plan d'épargne au choix qui leur permet de verser volontairement des cotisations plus élevées à la caisse de pension. Mais à quel point ce modèle est-il répandu et qui l'utilise déjà?

Actuellement, 10 pour cent de la population active a souscrit un plan d'épargne au choix par l'intermédiaire de son employeur (fig. 45). En outre, les données de l'enquête montrent qu'une partie considérable de la population active (36 pour cent) serait ouverte à un tel plan d'épargne afin de faire plus pour sa propre prévoyance vieillesse. Cependant, il y a aussi des réserves: 32 pour cent refusent un plan d'épargne volontaire et 22 pour cent ne savent pas s'ils utiliseraient un tel modèle. Cela peut être lié à différents facteurs. D'une part, les personnes aux revenus les plus faibles ont souvent moins de marge de manœuvre financière pour prendre des mesures d'épargne supplémentaires. D'autre part, cela pourrait être dû à un manque d'informations sur ce modèle, en particulier pour les 22 pour cent de personnes interrogées en âge de travailler qui ne sont pas sûres de souscrire un plan d'épargne au choix.

Intérêt pour le plan d'épargne au choix (fig. 45)

Certains employeurs offrent à leurs collaborateurs la possibilité de verser une cotisation salariale plus élevée à leur caisse de pension en leur proposant un plan d'épargne au choix. «Pourriez-vous souscrire à un tel plan d'épargne au choix?» – Population active uniquement

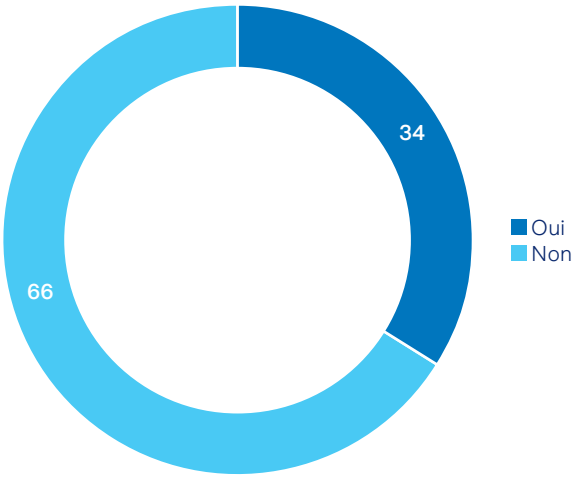


On constate de nettes différences selon le sexe, l'âge et le revenu. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à avoir déjà souscrit un plan d'épargne au choix (13 pour cent vs. 7 pour cent) et sont également plus disposés à opter pour un tel modèle. Le lien avec le revenu est particulièrement évident. Parmi les personnes dont le revenu mensuel équivalent est supérieur à 10'000 francs, un tiers dispose déjà d'un plan d'épargne au choix, alors que ce chiffre n'est que de 6 pour cent pour les personnes disposant de moins de 4'000 francs.

La caisse de pension est une source de prévoyance centrale pour la plupart des gens, mais les connaissances sur les possibilités de participation active concernant la caisse de pension sont souvent insuffisantes. Cela se traduit par exemple par le fait que seul un tiers des personnes interrogées savent qu'elles ont leur mot à dire dans le choix de la caisse de pension de leur entreprise (fig. 46).

Connaissance de la possibilité de choix de la caisse de pension par les collaborateurs (fig. 46)

«En Suisse, les collaborateurs peuvent participer au choix de la caisse de pension de leur entreprise. Le saviez-vous?»



4.3 Sécurité vs. flexibilité

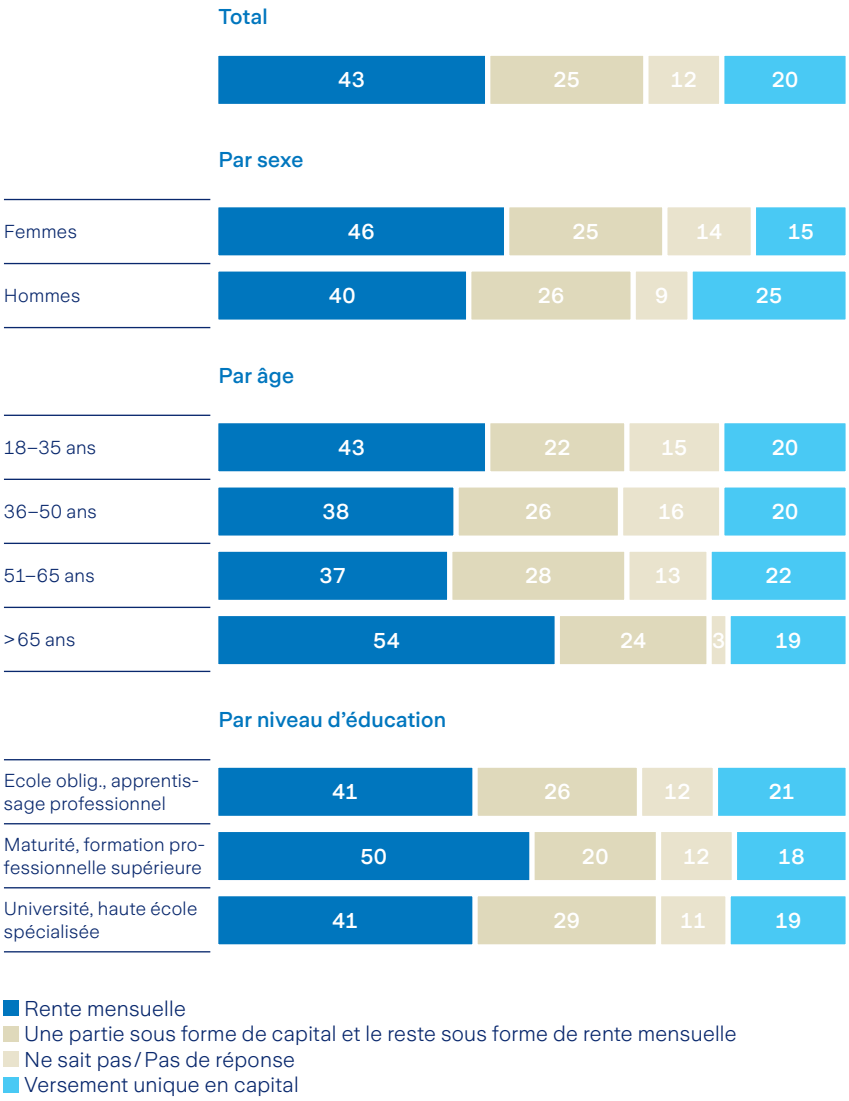
La retraite est un tournant décisif dans la vie. Ceux qui ont cotisé pendant des dizaines d'années à leur caisse de pension sont confrontés à une question centrale: le patrimoine épargné doit-il être perçu sous forme de rente mensuelle ou de versement unique en capital? Cette décision a des conséquences financières et personnelles importantes. Alors qu'une rente mensuelle promet sécurité et prévisibilité, le versement d'un capital offre plus de flexibilité, mais aussi le risque que l'argent soit épuisé prématurément.

La figure 47 montre que 43 pour cent des personnes interrogées préféreraient une rente mensuelle à vie, tandis que 20 pour cent opteraient pour un versement unique en capital. 25 pour cent des personnes interrogées préfèrent quant à elles une forme mixte, dans laquelle une partie est versée sous forme de capital et le reste sous forme de rente. 12 pour cent des personnes interrogées ne savent pas quelle option est la meilleure pour elles.

Les femmes et les personnes âgées, en particulier les personnes de plus de 65 ans, qui ont probablement déjà fait ce choix, ont plutôt tendance à opter pour des pensions mensuelles. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les femmes ont une espérance de vie plus longue et bénéficient donc davantage de la sécurité d'une pension à vie.

Rente ou versement en capital (fig. 47)

«Lors de leur départ à la retraite, tous les assurés peuvent choisir de percevoir une rente ou de demander à la caisse de pension de leur verser leur avoir de vieillesse LPP en une seule fois (versement du capital). Sur quelle forme misez-vous plutôt (ou avez-vous misé)?»



Pourquoi privilégie-t-on la rente mensuelle? L'enquête montre que la majorité opte pour la rente mensuelle parce qu'elle offre une sécurité financière et une prévisibilité (fig. 48). 67 pour cent citent un revenu régulier comme principale raison. La garantie à vie est également un facteur déterminant pour beaucoup: 57 pour cent des personnes interrogées indiquent qu'elles considèrent la sécurité d'une rente à vie comme un avantage. Pour 54 pour cent, la prévisibilité du revenu est en outre un argument central.

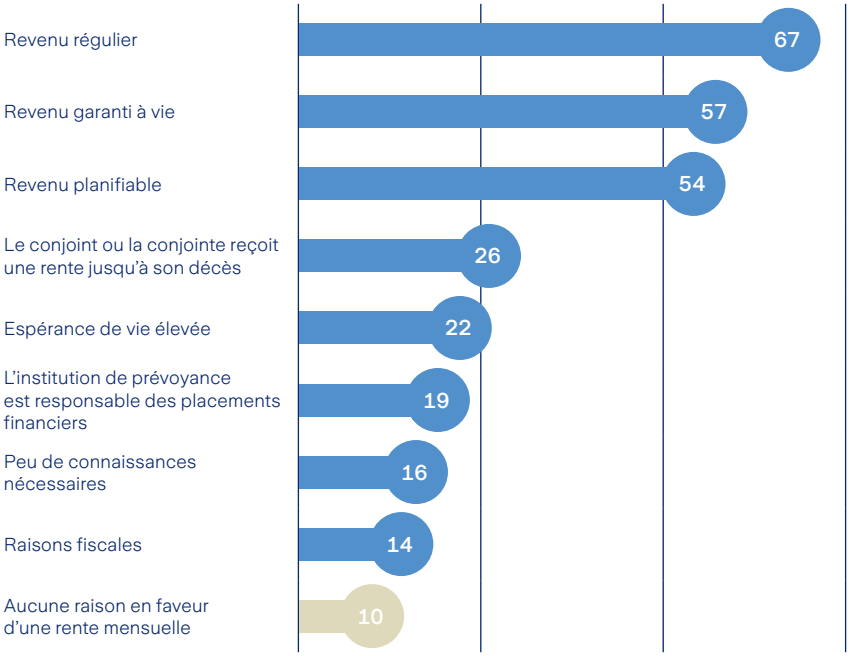
D'autres aspects jouent un rôle: 26 pour cent des personnes interrogées citent la rente de conjoint comme facteur déterminant, ce qui indique que beaucoup pensent aussi à la protection financière de leur partenaire. 22 pour cent soulignent l'espérance de vie élevée comme raison d'opter pour une rente à vie. Pour 19 pour cent, le peu d'efforts à fournir est un avantage, car l'institution de prévoyance s'occupe du placement financier. 16 pour cent indiquent qu'ils ne s'y connaissent pas bien en matière de finances et considèrent donc la rente comme une solution plus simple. 14 pour cent citent les avantages fiscaux comme argument en faveur d'une rente mensuelle, et ce, bien que le retrait du capital soit jusqu'à présent généralement plus intéressant que la rente sur le plan fiscal. Il pourrait donc y avoir un besoin d'informations à ce sujet.

Parmi les raisons justifiant le versement unique en capital, la libre disposition du capital arrive en tête (49 pour cent). Beaucoup sont en outre attirés par la possibilité de déterminer eux-mêmes la stratégie de placement (36 pour cent) et de pouvoir léguer leur épargne (31 pour cent). Ces chiffres montrent que le retrait du capital est surtout privilégié par les personnes qui souhaitent prendre en main leur avenir financier, que ce soit en investissant elles-mêmes ou pour assurer de l'argent à leurs descendants.

Par ailleurs, d'autres facteurs plaident en faveur d'un versement unique: 22 pour cent des personnes interrogées citent l'indépendance par rapport au taux de conversion comme argument. 17 pour cent citent la faible espérance de vie comme raison: ils craignent de ne pas toucher leur pension assez longtemps pour en profiter. 16 pour cent citent des raisons fiscales, car le versement en capital peut, le cas échéant, être plus avantageux sur le plan fiscal. 9 pour cent considèrent que l'inflation représente un risque pour une pension mensuelle et préfèrent donc gérer eux-mêmes leur patrimoine.

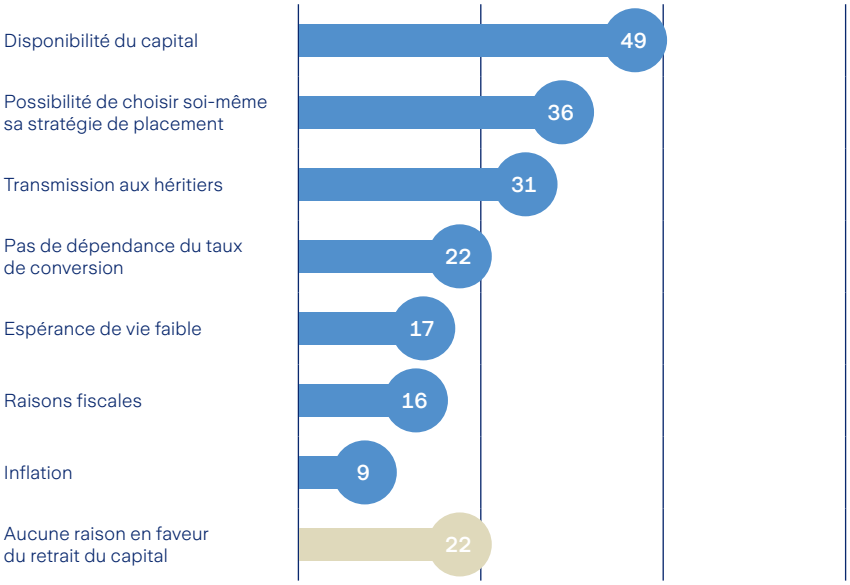
Motifs pour la rente mensuelle (fig. 48)

«Quels sont les arguments en faveur d'une rente mensuelle pour vous?»



Motifs du retrait en capital (fig. 49)

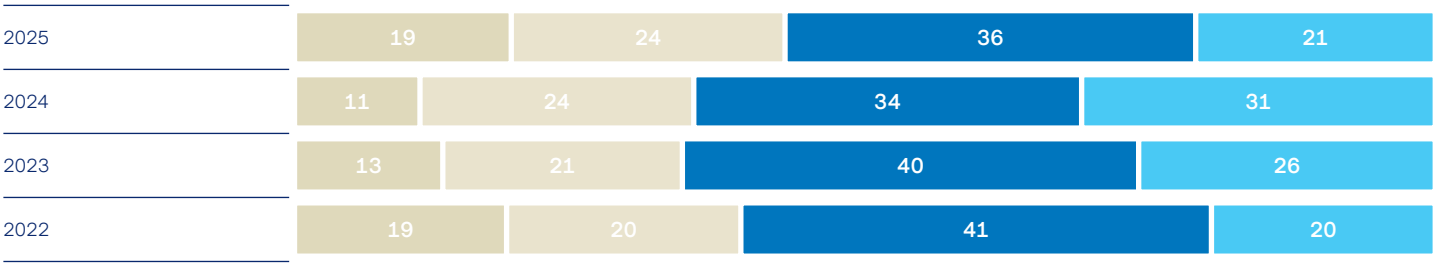
«Quels sont les arguments en faveur d'un versement unique (en capital)?»



L'AVS et la prévoyance professionnelle reposent sur deux principes différents. Alors que l'AVS repose sur le système de répartition, la population active actuelle payant les rentes actuelles des retraités, la prévoyance professionnelle repose sur le système de capitalisation, chacun épargnant pour sa future rente de vieillesse. Ces dernières années, le système de répartition de l'AVS a eu tendance à gagner en popularité. La tendance s'est toutefois inversée cette année (fig. 50). Environ un an après le oui à la 13e révision de l'AVS, qui a renforcé le système de répartition, seules 21 pour cent des personnes interrogées estiment qu'il devrait avoir plus de poids. En revanche, 36 pour cent souhaitent que l'on accorde plus d'importance au système de capitalisation, tandis que 24 pour cent souhaitent maintenir la situation actuelle.

Avenir du financement des retraites avec évolution dans le temps (fig. 50)

«Les rentes de la prévoyance vieillesse obligatoire (1er et 2e piliers) sont financées différemment. Le 1er pilier (AVS) est basé sur le système de répartition. Dans ce cas, ce sont les actifs, c'est-à-dire les plus jeunes, qui paient les pensions des plus âgés. Le 2e pilier (LPP, caisse de pension) repose en revanche sur le système de capitalisation. Ici, chacun épargne pour sa propre rente de vieillesse. Quel principe de financement des retraites devrait avoir plus de poids à l'avenir?»



Ne sait pas / Pas de réponse
Pas de changement
Le système de capitalisation (LPP): chacun épargne pour sa propre retraite
Le système de répartition (AVS): les actifs paient pour les retraités

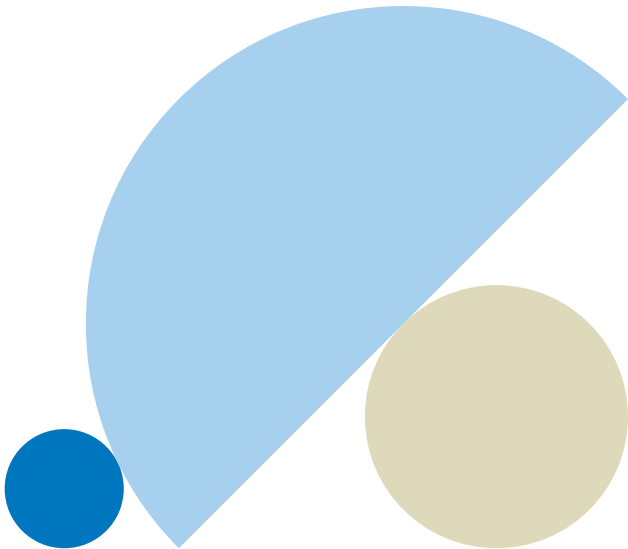
Collecte des données et méthode

5.1 Collecte des données et contrôle par échantillonnage

Les données ont été collectées entre le 7 et le 22 janvier 2025. La population de base couverte par l'enquête est la population résidant en permanence en Suisse, âgée de 18 à 79 ans, de Suisse alémanique et de Suisse romande. L'enquête a été réalisée en ligne. Après apurement et contrôle des données, les réponses de 1'771 personnes ont pu être utilisées pour l'évaluation.

5.2 Pondération représentative

Comme les participants à l'enquête se recrutent eux-mêmes (opt-in), la composition de l'échantillon n'est pas représentative de l'ensemble de la population. Les distorsions dans l'échantillon sont contrecarrées par des procédures de pondération statistique. Les critères de pondération incluent le sexe, l'âge, l'éducation et l'orientation politique. Cette procédure garantit une haute représentativité sociodémographique de l'échantillon. Pour le présent échantillon global, l'intervalle de confiance à 95 pour cent (pour une proportion de 50 pour cent) est de +/−2,3 points de pourcentage.



Conclusion

La présente étude dresse un tableau mitigé de la sécurité financière en Suisse. D'une part, une grande partie de la population se sent suffisamment protégée financièrement et considère par conséquent que la sécurité financière de la population suisse est suffisamment bonne. Cela ne signifie pas pour autant que la Suisse prospère est un pays d'insouciance financière. La moitié de la population suisse pense au moins une fois par semaine à ses finances et un tiers a eu des soucis d'argent l'année dernière. Pour beaucoup, cela affecte le sommeil et la santé mentale et entraîne une augmentation des disputes dans le couple.

L'étude montre que le monde des placements financiers est en pleine mutation. Alors que les investisseurs plus âgés continuent de miser sur les conseils bancaires traditionnels, les plus jeunes utilisent de plus en plus les prestataires en ligne pour accéder au marché des placements. Cette évolution facilite l'accès aux investissements à un groupe de population plus large et plus diversifié et brise ainsi quelque peu la domination actuelle des personnes d'un certain âge, des hommes et des personnes disposant de revenus élevés. Un autre changement se manifeste dans le domaine de la durabilité: environ la moitié des investisseurs s'informe désormais sur les aspects durables de leurs placements et une nette majorité de la population bénéficiant d'une prévoyance professionnelle attache de l'importance à ce que sa caisse de pension investisse de manière durable. Parallèlement, les cryptomonnaies s'imposent de plus en plus comme une partie intégrante de l'univers de placements, en particulier chez les jeunes, où elles sont utilisées presque autant que les investissements classiques. En raison du risque élevé lié aux cryptomonnaies, que la grande majorité de la population considère (plutôt) comme un jeu de hasard, cette évolution requiert l'attention de la société.

Dans le domaine de la prévoyance vieillesse, l'étude met en évidence à quel point les attentes financières pour l'avenir sont différentes. Alors que les hommes et les personnes aux revenus élevés sont majoritairement optimistes quant à leur capacité à maintenir leur niveau de vie à l'âge de la retraite, les femmes et les groupes aux revenus plus faibles sont moins confiants. L'étude montre également à quel point il est important de se préoccuper de la prévoyance à un stade précoce: ainsi, près d'un tiers des retraités regrettent de ne pas avoir versé plus tôt ou des montants plus élevés dans le pilier 3a. Les incitations fiscales semblent jouer un rôle important à cet égard pour motiver les gens à réfléchir activement à la planification de leur retraite. Il faudrait en tenir compte lorsque l'on discute, comme c'est le cas actuellement, d'une réduction de ces incitations fiscales en matière d'épargne-retraite.

Dans l'ensemble, l'étude montre à quel point la compréhension de la sécurité financière est complexe et individuelle. Elle ne comprend pas uniquement des besoins différenciés en termes de revenu et de patrimoine, mais inclut également le comportement d'investissement ainsi qu'une planification prospective de la prévoyance vieillesse.

Zurich Compagnie d'Assurances SA
Hagenholzstrasse 60, 8050 Zurich
Téléphone 0800 80 80 80, www.zurich.ch

ZURICH ZURICH

Les marques représentées sont des marques enregistrées au nom de Zurich Compagnie d'Assurances SA dans de nombreuses juridictions à travers le monde.

ZH60140f-2505

ZURICH